



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Économie  
et du Commerce extérieur

## **Rapport d'activité 2017**

**Volume 2**

**Institut national de la statistique et  
des études économiques (Luxembourg)  
STATEC**

**Mars 2018**

# **STATEC**

**Institut national de la statistique  
et des études économiques**

B.P. 304  
L - 2013 Luxembourg  
[www.statec.lu](http://www.statec.lu)

<b>Rapport d'activité 2017</b>	<b>1</b>
<b>1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques</b>	<b>5</b>
<b>1.1 Bilan de l'année 2017</b>	<b>5</b>
<b>1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels</b>	<b>7</b>
1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	7
1.1.1.2 MAC1 – Comptes nationaux	14
1.1.1.3 MAC2 – Comptes sectoriels	15
1.1.1.4 MAC3 – Balance des paiements	16
1.1.1.5 MAC4 – Comptes des administrations publiques	16
1.1.1.6 MAC5 – Comptes satellites	17
<b>1.1.2 Bilan des travaux courants</b>	<b>18</b>
1.1.2.1 MAC1 – Comptes nationaux	18
1.1.2.2 MAC2 – Comptes sectoriels	19
1.1.2.3 MAC3 – Balance des paiements	20
1.1.2.4 MAC4 – Comptes des administrations publiques	20
1.1.2.5 MAC5 – Comptes satellites	20
1.1.2.6 Publications	21
<b>2. Division SOC – Statistiques sociales</b>	<b>22</b>
<b>2.1 Bilan de l'année 2017</b>	<b>22</b>
<b>2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels</b>	<b>22</b>
2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	22
2.1.1.2 SOC1 Conditions de vie	22
2.1.1.3 SOC2 Marché du travail	22
2.1.1.4 SOC3 Population et logement	23
2.1.1.5 SOC4 Prix	23
<b>2.1.2 Bilan des travaux courants</b>	<b>24</b>
2.1.2.1 SOC1 Conditions de vie	24
2.1.2.2 SOC2 Marché du travail	24
2.1.2.3 SOC 3 Population et logement	25
2.1.2.4 SOC4 Prix	26
2.1.2.5 Publications	27
<b>3. Division ENT- Statistiques d'entreprises</b>	<b>29</b>
<b>3.1 Bilan de l'année 2017</b>	<b>29</b>
<b>3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels</b>	<b>29</b>
3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division ENT en entier	29
3.1.1.2 ENT1 Commerce extérieur	31
3.1.1.3 ENT2 Investissements directs étrangers	32
3.1.1.4 ENT3 Statistiques d'entreprises	32
3.1.1.5 ENT4 Indicateurs conjoncturels	33
3.1.1.6 ENT5 Répertoire des entreprises	34
3.1.1.7 ENT6 Centrale des bilans	34
<b>3.1.2 Bilan des travaux courants</b>	<b>35</b>
3.1.2.1 ENT1 Commerce extérieur	35
3.1.2.2 ENT2 Investissements directs étrangers	35
3.1.2.3 ENT3 Statistiques d'entreprises	35
3.1.2.4 ENT4 Indicateurs conjoncturels	36
3.1.2.5 ENT5 Répertoire des entreprises	36
3.1.2.6 ENT6 Centrale des bilans	36
3.1.2.7 Publications	36
<b>4. Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision</b>	<b>38</b>
<b>4.1 Bilan de l'année 2017</b>	<b>38</b>
<b>4.1.1 Bilan des objectifs opérationnels</b>	<b>38</b>
4.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	38
4.1.1.2 CMP1 Conjoncture	38
4.1.1.3 CMP2 Modélisation et prévision	39
<b>4.1.2 Bilan des travaux courants</b>	<b>40</b>
4.1.2.1 CMP1 Conjoncture	40
4.1.2.2 CMP2 Modélisation et prévision	41
4.1.2.3 Publications	41
<b>5. Division RED – Recherche appliquée</b>	<b>42</b>

<b>5.1</b>	<b>Bilan de l'année 2017</b>	<b>42</b>
5.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	42
5.1.2	<i>Évaluation des travaux courants de la division RED</i>	45
5.1.3	<i>Publications</i>	46
<b>6.</b>	<b>Division SG – Services généraux</b>	<b>48</b>
<b>6.1</b>	<b>Bilan de l'année 2017</b>	<b>48</b>
6.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	48
6.1.1.1	SG1 Communication	48
6.1.1.2	SG2 Informatique	51
6.1.1.3	SG5 Centre de documentation	54
6.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	55
6.1.2.1	SG1 Communication	55
6.1.2.2	SG2 Informatique	55
6.1.2.3	SG3 Personnel et budget	58
6.1.2.4	SG5 Centre de documentation	60
6.1.2.5	Publications	61

# Institut national de la statistique et des études économiques (Luxembourg) STATEC

## Organigramme (01.02.2018)

<b>Direction</b>	<b>Serge Allegrezza</b> Directeur	<b>Secrétariat de direction</b> Anne-Marie Kaltz Sandra Paul Arlette Steffen
	<b>John Haas</b> Directeur adjoint	

<b>MAC</b> Statistiques macroéconomiques <b>Réné Krippes</b> Nathalie Zellinger [adj]	<b>SOC</b> Statistiques sociales <b>Jérôme Hury</b> Claude Lambaray [adj]	<b>ENT</b> Statistiques d'entreprises <b>Lucia Gargano</b> Georges Zangerlé [adj]	<b>CMP</b> Conjoncture, modélisation, prévision <b>Ferdy Adam</b> Bastien Larue [adj]	<b>RED</b> Recherche appliquée <b>Chiara Peroni</b> Charles-Henri Dimaria [adj]
<b>MAC1</b> Comptes nationaux Nathalie Zellinger	<b>SOC1</b> Conditions de vie Liliane Reichmann	<b>ENT1</b> Commerce extérieur Alain Hoffmann	<b>CMP1</b> Conjoncture Bastien Larue	<b>RED</b> Recherche Chiara Peroni
<b>MAC2</b> Comptes sectoriels Rose Wiltgen	<b>SOC2</b> Marché du travail et éducation Marco Schackmel	<b>ENT2</b> Investissements directs étrangers Gilles Genson	<b>CMP2</b> Modélisation et prévision Ferdy Adam	
<b>MAC3</b> Balance des paiements Nico Weyer	<b>SOC3</b> Population et logement François Peltier	<b>ENT3</b> Statistiques structurelles d'entreprises Georges Zangerlé		
<b>MAC4</b> Comptes des administrations publiques David Soppelsa	<b>SOC4</b> Prix Claude Lambaray	<b>ENT4</b> Indicateurs conjoncturels Frank Hansen		
<b>MAC5</b> Comptes satellites Olivier Thunus		<b>ENT5</b> Répertoire des entreprises Mike Hartmann		
		<b>ENT6</b> Centrale des bilans Patricia Gonzalez		

### SG - Services généraux

<b>Denise Schroeder</b> Laurent Marette [adj]		
<b>SG1</b> Communication Christian Welter	<b>SG2</b> Informatique Laurent Marette	<b>SG3</b> Personnel et budget Denise Schroeder

### GOC - Gouvernance et coordination

<b>John Haas</b>				
<b>Protection des données</b> Marc Pauly [DPO]	<b>Sécurité du système d'information</b> Jérôme Freillinger [RSSI]	<b>Sécurité du personnel et du bâtiment</b> Christian Schoas	<b>Qualité</b> Simone Casali	<b>Coordination statistique</b> Marc Pauly
<b>Égalité</b> Roger Stranen	<b>Diversité, bien-être</b> Joana Ribeiro	<b>Formation</b> Chantal Haas	<b>Coopération</b> Olivier Thunus	<b>Commission d'examen</b> John Haas
<b>Grande Région</b> Simone Casali				

STATEC - Institut national de la statistique et des études économiques  
13, rue Erasme · L-1468 Luxembourg  
T +352 247-84219 M info@statec.etat.lu  
F +352 46 42 89 W statec.lu

**STATEC**

# 1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques

## 1.1 Bilan de l'année 2017

La division des statistiques macroéconomiques (MAC) est en charge de la compilation des comptes nationaux, de la balance des paiements, des statistiques des finances publiques et des déficits excédentaires. En plus, elle établit les statistiques sur l'énergie et les comptes de l'environnement ainsi que d'autres comptes satellites.

Ces statistiques reposent sur des référentiels méthodologiques internationaux le plus souvent repris ensuite dans des textes légaux de l'Union européenne ou d'autres. Le recours à des référentiels méthodologiques internationaux constitue un prérequis pour permettre la comparabilité des statistiques macroéconomiques entre pays.

Ainsi, la comptabilité nationale repose sur le système européen des comptes SEC2010, qui reprend les concepts du système de comptabilité nationale des Nations Unies, utilisés mondialement pour les systèmes de comptabilité nationale des pays. Le système européen des comptes SEC2010 est instauré par le règlement (UE) 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013. Ce dernier introduit également un programme de transmission obligatoire de données de la comptabilité nationale à la Commission européenne. Ce programme prévoit certaines dérogations pour les États membres ayant des difficultés à se conformer à toutes les exigences du programme de transmission. Les dernières dérogations tomberont fin 2019, de sorte que tous les États membres devront se conformer entièrement au programme de transmission en 2020.

La balance des paiements (BdP) est une statistique de synthèse macroéconomique qui reprend :

- le compte des transactions courantes: les opérations sur les ressources réelles (biens, services, revenus primaire et secondaire) de l'économie avec le reste du monde;
- le compte financier – les opérations sur actifs financiers;
- le compte de capital – il englobe notamment les opérations sur actifs non financiers non produits (comme par exemple les cessions et les acquisitions de noms de marques).

La BdP est compilée au Luxembourg conjointement par le STATEC et la Banque centrale du Luxembourg (BCL), notamment en exécution de la loi du 28 juin 2000 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes. La compilation des résultats repose sur une multitude de sources, afin de permettre au Luxembourg de produire les chiffres mensuels, trimestriels et annuels suivant une méthodologie internationale qu'est le manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international et les obligations internationales émanant notamment de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

Les comptes nationaux ont un statut d'exception parmi les statistiques produites dans le cadre du système statistique européen. Ceci pour deux raisons principales :

- a) **enjeu politique et économique**, vu l'utilisation des données de comptabilité nationale dans le cadre de l'orientation de la politique budgétaire au niveau national et de la gouvernance économique de l'UE.
- b) **impact financier important sur le budget de l'État**, vu le large usage administratif dans le cadre du système des ressources propres de l'Union européenne (ressource propre fondée sur le revenu national brut (RNB), ressource propre basée sur une assiette harmonisée entre les pays de l'UE de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA));

Le Produit intérieur brut est régulièrement utilisé pour évaluer le climat économique. Bon nombre de décisions politiques se font à l'appui des enseignements tirés de l'évolution des comptes nationaux.

Depuis la crise financière et le surendettement de certains pays membres de l'UE, la surveillance des risques macroéconomiques s'est encore renforcée par l'introduction de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). La PDM fait partie d'un cadre de surveillance qui vise à cerner, le plus tôt possible, les risques macroéconomiques potentiels, à prévenir l'apparition de déséquilibres macroéconomiques préjudiciables et à corriger les déséquilibres existants<sup>1</sup>. Tant les agrégats de la comptabilité nationale que ceux de la balance des paiements sont utilisés pour compiler le tableau de bord ("scoreboard") utilisé pour la surveillance des déséquilibres macroéconomiques, ce qui engendre une supervision de plus en plus poussée de la part des organisations internationales quant à l'aspect qualitatif des résultats transmis.

Dans le cadre de la procédure des déficits excessifs de l'Union européenne, la Commission européenne doit surveiller la situation budgétaire des États membres. A cet effet, les États membres doivent notifier le déficit des administrations publiques et la dette publique à la Commission, la discipline budgétaire des États membres étant un critère fondamental pour l'Union économique et monétaire (UEM). Les modalités pratiques de la procédure de notification des déficits excessifs (aussi appelée notification EDP, de l'anglais "excessive deficit procedure") sont définies par le Règlement (CE) N° 479/2009 du Conseil, tel que modifié par les règlements du Conseil N° 679/2010 et le règlement de la Commission N° 220/2014.

Jusqu'à récemment, les comptes nationaux (annuels et trimestriels) avaient la faveur des utilisateurs. Dorénavant, les décideurs souhaitent également disposer de comptes satellites. Les comptes satellites sont des comptes qui présentent une partie circonscrite des statistiques nationales pour des domaines spécifiques tels que l'environnement, la culture, le tourisme etc.

La difficulté méthodologique lors de la compilation de ces comptes satellites réside dans la couverture du domaine en question. En effet, la couverture d'un domaine ne peut se résumer à la délimitation d'un certain nombre de branches d'activités de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE). Car, s'il est possible qu'une branche d'activité corresponde à 100% à un domaine spécifique, il apparaît le plus souvent qu'une branche n'appartient que partiellement au domaine étudié. Il sera dès lors nécessaire d'ajuster le processus de compilation des comptes pour tenir compte de la couverture spécifique du domaine. Aussi les comptes satellites présentent ils souvent des concepts originaux par rapport au cadre central des comptes nationaux.

Les premiers comptes satellites compilés par le STATEC sont les comptes économiques de l'environnement, qui fournissent des informations importantes pour des indicateurs du développement durable. À ce sujet, le STATEC suit rigoureusement les recommandations édictées par les Nations Unies au travers de leurs publications sur le système des comptes économiques de l'environnement (SCEE). Les développements méthodologiques visant à l'établissement de ces comptes de l'environnement suivent un programme de travail en phase avec les demandes réglementaires de l'Union européenne au travers des actes législatifs n°691/2011 et n°538/2014.

---

<sup>1</sup> <http://ec.europa.eu/eurostat/web/macroeconomic-imbances-procedure/background>

### 1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

#### 1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

##### a) **Participation au projet National Accounts – The Next Generation (NATNG)**

Le projet NATNG vise une refonte complète du système de production des comptes nationaux, notamment par la modernisation des outils et des méthodes de travail des comptables nationaux, mais aussi de la façon dont les données source sont transmises et réceptionnées. Ce dernier aspect impactera tous les fournisseurs de données à l'intérieur du STATEC. Les discussions menées par rapport au projet NATNG ont permis d'identifier deux composants de base qui peuvent être utilisés aussi pour l'élaboration de statistiques autres que la comptabilité nationale, dans la mesure où les principes d'élaboration sont relativement similaires :

- Un processus de compilation se décomposant en un nombre élevé d'étapes de compilation interdépendantes ;
- Un besoin de stockage de données de sources externes et de données compilées.

Ainsi, le STATEC mettra progressivement en place les composants suivants :

- une plateforme générique de stockage de données;
- une plateforme d'orchestration de l'exécution d'une chaîne de compilation de statistiques, qui permet l'exécution d'une séquence de tâches interdépendantes suivant un schéma prédéfini et de faire le suivi de l'exécution des tâches.

En sus de l'intégration de ces deux composants génériques à titre de projet pilote, le projet NATNG comporte spécifiquement pour la comptabilité nationale les aspects suivants :

- la modélisation des processus de compilation suivant un standard reconnu qu'est le "Business Process Modeling Notation" (BPMN) pour améliorer la documentation;
- la constitution d'un dictionnaire complet des variables utilisées en comptabilité nationale;
- la reprogrammation des chaînes de compilation;
- une réflexion sur les rapports d'analyse systématique à prévoir et leur introduction lors de la reprogrammation;
- une spécialisation des agents selon les formations de base: des économistes pour l'analyse des données, l'élaboration des résultats et la spécification fonctionnelle pour les adaptations à apporter aux différents programmes, des statisticiens/informaticiens qui développent les programmes de la chaîne de compilation, des informaticiens qui mettent en place les plateformes de base et en assurent le bon fonctionnement dans la durée.

Le projet est programmé de 2017 à 2024. Il est subdivisé en plusieurs phases.

Pendant 2017 la division MAC a pris en charge ou a contribué aux travaux suivants :

- la modélisation des premiers processus de compilation à l'aide de la notation BPMN;
- la participation à des ateliers de réflexion sur les exigences fonctionnelles qui ont permis de mieux cerner les contours du futur système et de préparer le cahier des charges qui sera lancé au début printemps 2018;
- la préparation de l'appel d'offre;
- la gestion et le suivi du projet.

La division MAC s'est vu attribuer une charge supplémentaire dans le cadre du projet, à savoir sa gestion.

**b) La mise en conformité avec le programme de transmission du SEC 2010**

Lors de l'introduction du SEC2010, le Luxembourg avait réussi à négocier certaines dérogations dans le cadre du programme de transmission, dérogations qui viennent progressivement à échéance d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Au cours de l'année 2017, le tableau supplémentaire « Droits à pension acquis à une date donnée dans le cadre de l'assurance sociale » est devenu obligatoire pour tous les États membres.

Le tableau récapitulatif suivant montre le progrès réalisé par rapport aux obligations du programme de transmission courant 2017. Les années d'échéance marquées en vert italique sont les données pour lesquelles la mise en conformité a pu être achevée courant 2017. Les années d'échéance marquées en orange sont les données pour lesquelles la mise en conformité reste partielle. Les années d'échéance marquées en rouge gras sont les données pour lesquelles le Luxembourg ne répond pas encore aux exigences du programme de transmission.

Données à transmettre	Echéance
<ul style="list-style-type: none"> <li>Passage du délai de publication des agrégats des comptes trimestriels de t+90 jours à t+60 jours</li> </ul>	2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>Séries rétrospectives de la période 1995 à 1999</li> </ul>	<i>2015</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Comptes non financiers annuels par secteur</li> </ul>	
1995-1999	<i>2015</i>
2000-	<i>2014</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Distinction entre les secteurs « ménages » et « Institutions sans but lucratif au service des ménages »</li> </ul>	<i>2017</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Comptes non financiers trimestriels par secteur</li> </ul>	
1999T1-1999T4	2015
2000T1-	2014
Passage du délai de t+90 jours à t+85 jours	<b>2016</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ventilation géographique des exportations et importations de biens et services en: UE, Zone Euro, Institutions européennes, Pays tiers</li> </ul>	<i>2015</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Comptes financiers par secteur institutionnel</li> </ul>	
1995-1998	2020
1999-2001	<i>2017</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Compte de patrimoine financier (stock d'instruments financiers)</li> </ul>	
1995-1998	2020
1999-2001	<i>2017</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tableau supplémentaire: Droits à pension acquis à une date donnée dans le cadre de l'assurance sociale (tableau 29)</li> </ul>	<i>2017</i>

Comme l'on peut le constater, un progrès substantiel a pu être atteint en 2017.

Le passage des comptes trimestriels au délai de publication de t+2 mois, obligatoire en 2020, reste un souci majeur. Une étude a montré qu'il n'y a pas vraiment grand espoir de raccourcir le délai de mise à disposition des données actuellement utilisées, ce qui est cependant un prérequis pour pouvoir utiliser le système de compilation actuel pour l'établissement des agrégats trimestriels à t+2

mois. Qui plus est, le délai de mise à disposition de certaines données s'est même allongé depuis 2016. C'est notamment le cas pour les activités critiques des banques, où, suite à la mise en production d'un nouveau reporting par la CSSF en raison d'une nouvelle base règlementaire européenne, le délai est passé de t+15 à t+42 jours, ce qui est trop proche du délai de publication à t+60 jours. Le recours à des techniques d'estimation statistiques sera sans doute de mise, quitte à publier des chiffres révisés à t+85 jours en recourant au système de compilation actuellement employé.

La mise en conformité pour les comptes non financiers trimestriels par secteur est prévue pour 2018.

#### c) **Missions de contrôle des méthodes de calcul du revenu national brut (RNB)**

Un pourcentage du revenu national brut (RNB) est prélevé par l'UE auprès de chaque État membre en tant que ressource propre de l'UE. Il s'agit de loin de la principale ressource propre de l'UE. Pour traiter de façon équitable les États membres, tout un processus qualité est mis en œuvre par EUROSTAT pour assurer que les chiffres du RNB répondent à des critères de qualité et soient comparables entre États membres. Comme le RNB repose sur le PIB, tout l'édifice de la comptabilité nationale est soumis à ce processus qualité.

Ce processus qualité comporte plusieurs éléments :

- inventaire des sources et des méthodes de calcul du RNB établi par les instituts statistiques respectifs;
- vérification de cet inventaire par EUROSTAT et évaluation des risques par État membre;
- catalogue de questions aux États membres;
- visite(s) de contrôle auprès des États membres;
- mise en place d'un plan d'actions d'amélioration à faire par les États membres en matière de calcul du RNB;
- expression de réserves en cas de manquement grave aux exigences de qualité.

Les chiffres relatifs au calcul de la contribution luxembourgeoise à la ressource propre RNB ne deviennent définitifs qu'après que le STATEC ait répondu de façon satisfaisante à toutes les questions et fait tous les redressements demandés par EUROSTAT. Actuellement, un nouveau cycle de vérification du RNB est en cours, suite à l'introduction du SEC2010 en 2014.

L'inventaire en question a été rédigé courant 2016. En 2017, une visite de contrôle par EUROSTAT a eu lieu du 7 au 9 juin 2017. Pour préparer la visite de contrôle, un catalogue important de questions a été envoyé début mai, auquel le STATEC a fourni toutes les réponses dans les délais impartis ou lors de la visite. Après la visite, EUROSTAT a transmis un certain nombre de questionnaires supplémentaires, auxquels le STATEC a répondu dans les délais impartis.

#### d) **Nomenclatures: Le passage à la NACE Rev2 et à la CPA 2015**

Le regroupement des données suivant les branches d'activités et/ou suivant les produits est un élément important de chaque système de comptabilité nationale. Pour effectuer ce regroupement, les données doivent être classées en fonction de schémas utilisés à travers tout le système de comptabilité nationale. La classification statistique des produits associée aux activités (CPA) est la nomenclature des produits (biens et services) utilisée dans le cadre des comptes nationaux. La version actuelle est la version 2015. La nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) désigne la classification des activités économiques en vigueur dans l'Union européenne (UE). Elle est utilisée au niveau de la comptabilité nationale. La version 2.0 est la version actuelle. Le système de la comptabilité nationale du STATEC utilise actuellement encore surtout la

version 1.1 de la NACE et la version 2002 de la CPA. La publication des résultats sur base des versions actuelles des nomenclatures se fait à l'aide de clés de passage appliquées aux résultats calculés selon les anciennes versions des nomenclatures.

Le changement de nomenclatures de référence est toujours un exercice délicat et très intensif en termes de travail. En effet, il faut revoir toute la logique des multiples programmes de traitement des données. L'expérience passée a montré qu'il n'est généralement pas possible de travailler sur les nomenclatures pendant la période de production des comptes. Les fenêtres de travail sont donc assez restreintes, ce qui explique la durée des travaux d'adaptation.

Qui plus est, les travaux préliminaires au lancement du projet NATNG ont montré que le changement de nomenclature dans le système de compilation actuel est très complexe, vu qu'il n'y a pas de séparation entre les fonctions de production, stockage, analyse et traitements logiques dans les programmes. Si le projet NATNG aborde ce problème avec une haute priorité, il est néanmoins vrai que MAC ne pourra pas attendre la fin dudit projet pour la mise en œuvre concrète des nomenclatures NACE Rev2 et CPA 2015.

Malheureusement, on n'a pas beaucoup avancé sur ce chantier courant 2017. Néanmoins, on a décidé de modifier à partir de 2018 les programmes actuels à l'aide d'un expert externe, et ce pour faciliter ultérieurement la migration vers NATNG. On a lancé fin 2017 un appel d'offre pour disposer courant 2018 d'un expert externe qui peut travailler sur cette problématique. En 2017, on a recruté un expert IT pour adapter l'outil d'équilibrage des tableaux des ressources et des emplois. Ces tableaux présentent une vue complète de l'économie en fournissant les éléments du processus de production, les emplois des biens et des services (produits) et les revenus générés par cette production<sup>1</sup>. Cet équilibrage assure des résultats plus cohérents et constitue l'étape finale de production des chiffres de la comptabilité nationale avant leur publication. On a arrêté aussi la liste des produits basée sur la version 2015 de la CPA à utiliser à l'avenir par les tableaux ressources-emplois.

#### e) **Nouveau changement du calendrier de production des comptes nationaux annuels**

Au cours des années pendant lesquelles le STATEC n'effectue pas de grande révision, les années suivantes sont revues en vue de la publication fin septembre:

T-1: estimation annuelle préliminaire des résultats qui remplace la 1<sup>ère</sup> estimation sur base des 4 trimestres réalisée pour fin mars de l'année T

T-2: révision de l'estimation annuelle préliminaire des résultats

T-3: résultats semi-définitifs

T-4: résultats définitifs

En 2015 et 2016, MAC avait expérimenté la mise en place d'un nouveau calendrier de production des comptes nationaux annuels pour ces révisions de routine. La solution proposée était à la fois radicale et simple: à l'image de ce que font beaucoup d'INS européens, et notamment l'INSEE, MAC avait décidé d'avancer le calendrier de production des comptes annuels. La période de production des comptes annuels, dont surtout l'équilibrage ressources-emplois, était censée s'étendre aux mois de novembre à juin au lieu de juillet à septembre. L'objectif était double:

- libérer le temps nécessaire afin de réaliser plus d'analyses et de contrôles de qualité sur les comptes,
- permettre la production de comptes des secteurs institutionnels réguliers dans les délais de transmission du règlement SEC 2010, cette production étant assurée de juillet à septembre,

---

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Building\\_the\\_System\\_of\\_National\\_Accounts\\_-\\_supply\\_and\\_use\\_tables/fr](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Building_the_System_of_National_Accounts_-_supply_and_use_tables/fr)

- permettre la production de comptes trimestriels dans les délais de transmission du règlement SEC 2010 (vers le 20 septembre), ce qui exige une mise à disposition des comptes annuels pour fin août.

Toutefois, au bout des campagnes annuelles 2015 et 2016, le bilan de cette expérience était assez mitigé. Avancer le calendrier de production de cette manière oblige de recourir à une estimation de l'année T-2 pour les sociétés non financières, en raison de l'absence des données de l'enquête structurelle des entreprises (SBS), publiées plus tard dans l'année. Ceci a impacté considérablement la qualité des comptes annuels et a donné lieu à des révisions assez fortes par la suite.

C'est pourquoi MAC a décidé de changer une nouvelle fois le calendrier de production comme suit: les années T-4 et T-3 seront élaborées à partir de mars. Les estimations des années de référence T-2 et T-1 seront réalisées aux mois de juillet et août. Ceci afin de pouvoir intégrer les données SBS pour T-2. Toutefois, la clôture des comptes est avancée d'un mois, c'est-à-dire à la fin du mois d'août. Ceci afin de permettre aux comptes trimestriels de respecter la publication à t+85 jours et de disposer du temps nécessaire au bouclage des comptes sectoriels. Tant les comptes nationaux que les comptes sectoriels sont à transmettre fin septembre à EUROSTAT.

#### Macroplanning relatif à la production des comptes nationaux

Statistiques	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
Comptes T-4 : résultats définitifs												
Comptes T-3 : résultats semi-définitifs												
Comptes T-2 : révision de l'estimation annuelle préliminaire des résultats												
Comptes T-1 : estimation annuelle préliminaire des résultats												
Comptes administrations publiques et notification EDP												
Comptes trimestriels												
Comptes sectoriels annuels												

Deadline du programme de transmission ou EDP

Courant 2017, on n'a pas pu complètement respecter ce calendrier du fait de la charge de travail résultant des missions de contrôle par EUROSTAT des sources et des méthodes de calcul du revenu national brut. On a cependant intégré les données SBS pour l'année T-2. Les comptes nationaux étaient disponibles suffisamment tôt pour pouvoir publier les comptes sectoriels dans les délais. Seuls les comptes trimestriels ont été retardés par la mise à disposition tardive des comptes annuels courant septembre.

#### f) Analyse des différences entre le secteur S2 « Reste du monde » des comptes nationaux et les transactions extérieures reprises dans la Balance des paiements

Historiquement, il y avait des différences méthodologiques entre le SEC et le manuel de la balance des paiements. Les deux statistiques se sont ainsi développées l'une à côté de l'autre, se basant sur leurs propres sources et sur un système de compilation différent. Toutefois, depuis l'introduction du SEC2010 pour les comptes nationaux et de la 6<sup>ème</sup> version du Manuel de la balance des paiements, le compte du « reste du monde » de la comptabilité nationale est censé être identique à la balance des paiements.

Cet historique explique pourquoi, au Luxembourg comme dans d'autres pays d'ailleurs, les deux statistiques sont construites à partir de sources de données divergentes et que les traitements ne sont pas identiques non plus. Qui plus est, pour la balance des paiements, le STATEC n'est pas le seul responsable, la BCL étant grosso modo en charge de la compilation des flux et positions concernant les opérations financières avec les revenus y relatifs, alors que le STATEC est responsable des autres opérations courantes et du compte de capital.

Au sein de l'Union européenne, le Luxembourg est un des pays qui affichent les écarts les plus importants entre les deux statistiques, ce que ne manquent pas de relever certaines analyses effectuées par les organisations internationales, notamment dans le cadre du tableau de bord ("scoreboard") utilisé pour la surveillance des déséquilibres macroéconomiques au sein de l'Union monétaire européenne.

Cette situation de fortes divergences n'est pas tenable, dans la mesure où ces deux statistiques couvrent la même réalité économique. Au cours des trois à quatre années passées, des rapprochements importants ont été obtenus pour les importations et exportations de biens ainsi que pour les flux de rémunération des salariés. De même les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), les flux relatifs aux assurances, les estimations relatives à l'économie illégale et les flux des rémunérations des salariés sont dès à présent harmonisés. Pour les importations et exportations de biens, les deux statistiques se sont éloignées à nouveau courant 2017. Ces divergences sont imputables principalement au niveau du négoce international. Il reste également des efforts considérables à faire en matière d'importations et d'exportations de services, ainsi que pour les flux de revenus de propriété avec le reste du monde. Ainsi, en 2017, un effort supplémentaire a été fait avec l'intégration au niveau de la comptabilité nationale d'une nouvelle source de données concernant les entités à vocation spéciale du secteur financier émanant de la BCL. Ceci a permis d'harmoniser partiellement les flux de revenus primaires avec le reste du monde entre les deux statistiques.

Courant 2017, la division MAC a continué à analyser plus en détail l'origine des écarts restants entre ces deux statistiques afin de rapprocher les chiffres dans une deuxième phase. L'expérience passée montre que ceci n'est possible que si on recourt à une source de données commune et à un traitement unique pour la même réalité économique. Notons à ce sujet qu'EUROSTAT exige dans le cadre de l'évaluation des sources et méthodes de calcul du RNB que le STATEC fasse un progrès substantiel en matière de mise en cohérence des deux statistiques macroéconomiques pour la prochaine grande révision des comptes nationaux en 2020.

Pour la classification des produits, la balance des paiements recourt à la classification des produits suivant la "Extended Balance of Payments services classification" (EBOPS), alors que les comptes nationaux recourent à la classification CPA. EUROSTAT propose depuis une table de correspondance entre les deux systèmes de classification, ce qui constitue un outil utile pour la mise en cohérence des résultats des deux statistiques.

N°	Objectif	Evaluation
1	Participation au projet National Accounts – The Next Generation (NATNG)	En 2016, le périmètre du projet n'était pas encore tout à fait stabilisé. Les ateliers de réflexion sur les exigences vis-à-vis du nouveau système ont permis de mieux cerner les contours du futur système et de préparer le cahier des charges qui sera lancé début printemps 2018. Les travaux de modélisation des processus de compilation ont continué. La division MAC s'est vu attribuer une charge supplémentaire dans le cadre du projet, à savoir la gestion du projet, ce qui constitue un imprévu.
2	Augmenter la mise en conformité avec le programme de transmission du SEC 2010	Même s'il reste des zones de non-conformité au programme de transmission du SEC2010, des progrès importants ont pu être faits en 2017. Ils correspondent aux objectifs fixés pour 2017.

N°	Objectif	Evaluation
3	Missions de contrôle des méthodes de calcul du revenu national brut (RNB)	L'inventaire des sources et méthodes de calcul du RNB a été rédigé courant 2016. En 2017, une visite de contrôle par EUROSTAT a eu lieu du 7 au 9 juin 2017. Pour préparer la visite de contrôle, un catalogue important de questions a été envoyé début mai, auquel le STATEC a fourni toutes les réponses dans les délais impartis ou lors de la visite. Après la visite, EUROSTAT a transmis un certain nombre de questionnaires supplémentaires, auxquels le STATEC a répondu.
4	Nomenclatures: Le passage à la NACE Rev2 et à la CPA 2015	Contrairement au planning, on n'a pas pu avancer beaucoup sur ce chantier. Néanmoins on a lancé fin 2017 un appel d'offre pour disposer à partir de 2018 d'un expert externe qui va travailler sur la mise à jour des programmes. Cette modification doit aussi faciliter la migration vers NATNG ultérieurement.  On a recruté également en 2017 un expert IT pour adapter l'outil d'équilibrage des tableaux ressources – emplois.
5	Nouveau changement du calendrier de production des comptes nationaux annuels	Afin de pouvoir intégrer les données des comptes de l'administration publique de mars, le nouveau calendrier de production prévoit le démarrage des travaux relatifs à la production des comptes annuels des années T-4 et T-3 à partir de ce mois. Les comptes annuels des années T-2 et T-1 sont compilés après la mise à disposition des données de l'enquête structurelle des entreprises fin juin pour être disponibles fin août. Ainsi il reste assez de temps pour finaliser les comptes trimestriels, qui doivent intégrer les valeurs annuelles comme contrainte à respecter, et les comptes sectoriels dans leurs délais respectifs (autour du 20 septembre pour les comptes trimestriels et 30 septembre pour les comptes sectoriels). En 2017, on n'a pas réussi à finir les comptes annuels des années de T-2 et T-1 pour fin août, ce qui a retardé la publication des comptes trimestriels. Les comptes sectoriels ont pu être terminés pour fin septembre.
6	Analyse des différences entre le secteur S2 « Reste du monde » des comptes nationaux et les transactions extérieures reprises dans la Balance des paiements	Au sein de l'Union européenne, le Luxembourg est un des pays qui affichent les écarts les plus importants entre les deux statistiques, ce que ne manquent pas de relever certaines analyses effectuées par les organisations internationales, notamment dans le cadre du tableau de bord utilisé pour la surveillance des déséquilibres macroéconomiques au sein de l'Union monétaire européenne. Cette situation de fortes divergences n'est pas tenable dans la mesure où ces deux statistiques couvrent la même réalité économique. Des efforts considérables restent à faire en matière d'importations et d'exportations de services ainsi que pour les flux de revenus de propriété avec le reste du monde.  Courant 2017, la division MAC a continué à analyser plus en détail l'origine des écarts entre ces deux statistiques afin de rapprocher les chiffres dans une 2 <sup>ème</sup> phase.

### 1.1.1.2 MAC1 – Comptes nationaux

N°	Libellé	Evaluation
1	Analyse de la problématique des unités à vocation spéciale et adaptation des traitements au niveau des comptes annuels	Les entités à vocation spéciale (SPE – Special purpose entities) peuvent poser des problèmes en statistiques. Pour mieux maîtriser le traitement statistique des SPE, la division ENT a élaboré en coopération avec la division MAC différents outils. Il reste à enrichir le répertoire des entreprises par une typologie des SPE, tout ceci en vue d'arriver à harmoniser les traitements statistiques respectifs dans les statistiques structurelles d'entreprises, la balance des paiements et les comptes nationaux. Pour ces derniers aspects, le STATEC est actuellement en attente d'une réponse d'EUROSTAT qui doit se prononcer, dans le cadre du cycle de vérification actuel du RNB, sur le traitement à appliquer aux entités détenant essentiellement des actifs incorporels (IP-Boxes).
2	Implémentation du rapport de qualité SEC2010	<p>Le règlement SEC 2010 prévoit que les données de la comptabilité nationale qui sont transmises à EUROSTAT dans le cadre du programme de transmission doivent répondre aux critères de qualité définis dans le règlement relatif aux statistiques européennes, à savoir</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la pertinence;</li><li>• l'exactitude;</li><li>• la ponctualité et l'actualité;</li><li>• l'accessibilité et la clarté;</li><li>• la cohérence et la comparabilité.</li></ul> <p>Pour cette raison, les instituts statistiques devront transmettre une fois par an, à partir de 2017, un rapport qualité relatif aux données de la comptabilité nationale couvertes par le programme de transmission. Le Luxembourg a complété ce rapport en juin. Sur base de ce rapport, EUROSTAT a formulé différentes recommandations relatives à l'amélioration des comptes nationaux du Luxembourg.</p>
3	Adaptation du traitement de l'enquête bâtiments achevés	<p>Le programme qui traite les données de l'enquête des bâtiments achevés en vue de leur intégration dans le calcul de la formation brute de capital fixe, a dû être adapté:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- intégration des derniers changements en matière de TVA logement concernant le taux super-réduit;</li><li>- mise à jour du questionnaire de base;</li><li>- meilleure estimation de la formation brute de capital fixe par les ménages en matière de logement.</li></ul>
4	Définir un mapping des champs de la déclaration de TVA, qui peuvent changer d'une année à l'autre, vers le catalogue des variables de la base de données Eskort	Les données des déclarations de TVA sont importées dans la base de données ESKORT au STATEC. La liste des colonnes de cette base correspond actuellement à la liste des champs des déclarations de TVA existant lors de la création de la base de données. Le code des champs sur les déclarations est utilisé pour définir la dénomination des colonnes de la base de données. Des réaménagements plus substantiels des déclarations de TVA en 2015 ont montré les limites de l'approche.

N°	Libellé	Evaluation
		<p>En effet, lors du réaménagement des déclarations de TVA en 2015, on a attribué un contenu différent aux codes de certains champs, de sorte que la base de données ESKORT contient actuellement dans une même colonne une information différente selon l'année concernée, ce qui rend l'exploitation de la base de données à des fins statistiques malaisée.</p> <p>Il faut introduire un dictionnaire de données stable pour les colonnes de la base de données. À ce sujet, il convient de fournir un schéma de mapping des champs de la déclaration de TVA vers le dictionnaire de données de la base de données. Les travaux ont été retardés en raison d'autres priorités.</p>
5	Calcul des loyers à partir d'une nouvelle source de données	Suite à l'abandon du recensement fiscal, il a été décidé d'introduire une nouvelle enquête sur les loyers. En effet, le recensement fiscal permettait de recueillir chaque année des informations nécessaires pour estimer les loyers payés et les loyers imputés aux propriétaires-habitants de logement dans les comptes nationaux durant la période entre deux recensements de la population. MAC1 a finalisé les travaux relatifs au développement d'une méthodologie pour le calcul des loyers à partir de cette nouvelle source de données.
6	Sociétés non résidentes dans le commerce extérieur	Les déclarations des arrivées et expéditions de marchandises des unités légales enregistrées sous NACE Activités-extra territoriales ont été analysées en collaboration avec l'unité ENT1 (commerce extérieur). Elles ont été exclues des exportations et importations de biens si un changement de propriété économique entre résidents et non-résidents n'a pas eu lieu, conformément aux principes du système européen des comptes SEC2010.

### 1.1.1.3 MAC2 – Comptes sectoriels

N°	Libellé	Evaluation
1	Révision des comptes annuels	Les travaux de la grande révision intermédiaires ont été finalisés au mois de mars et ceci pour toute la série historique 1995-2015. Dans la série avant 2010, la révision des comptes des banques et des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) a été prise en compte. Ces travaux avaient commencé au dernier trimestre 2015. Le RNB révisé a été envoyé au mois de septembre à Eurostat.
2	Revue en profondeur du secteur S15 – ISBLSM	La base statistique et la méthodologie ont été constituées. Pourtant les chiffres n'ont pas encore été pris en compte pour la campagne de septembre 2017.
3	Stabilisation et maîtrise du RNB	Le RNB découle directement des comptes sectoriels sans être calculé à part. Le traitement des groupes d'entreprise a été négligé car ce travail devait être assuré par un collègue qui se trouve en congé de maladie prolongé.
4	Traitement des unités à vocation spéciale	Harmonisation des revenus de la propriété entre comptabilité nationale et balance des paiements. Une harmonisation du compte de la production a été entamée et la finalisation est prévue pour 2018.

N°	Libellé	Evaluation
5	Comptes sectoriels financiers	La cohérence de la capacité/du besoin de financement des comptes financiers avec les comptes sectoriels annuels non financiers a été introduite.
6	Développement perfectionnement Secteur financier	Le nouveau reporting à la CSSF "Finrep" des banques a été intégré dans la chaîne de programmation. Pour les auxiliaires financiers, un expert externe a programmé le traitement trimestriel. Les résultats doivent encore être analysés et corrigés si nécessaire. Il est prévu de les intégrer dans les comptes trimestriels au mois d'avril 2018.
7	Réorganisation MAC2	L'unité MAC2 a été réorganisée à plusieurs reprises suite à des événements imprévus.

#### 1.1.1.4 **MAC3 – Balance des paiements**

N°	Libellé	Evaluation
1	Coordination des statistiques des investissements directs étrangers	En septembre 2017, des tableaux relatifs aux positions de fin d'année pour les investissements directs étrangers par pays et par activité ont été publiés une première fois sur le portail statistique.
2	Asymétries bilatérales avec des pays partenaires	Pour une rubrique donnée de la balance des paiements (BdP), nos exportations vers un pays identifié devraient correspondre à leur importations en provenance du Luxembourg et vice-versa. Toutefois, des asymétries bilatérales importantes apparaissent, notamment au niveau des services et des investissements directs. MAC3 a participé activement à différentes initiatives internationales dans ce contexte. Des avancées avec certains pays ont été notées. Il apparaît toutefois dans bien des cas qu'une réduction des asymétries bilatérales passe par un accroissement des écarts BdP avec le compte reste du monde des comptes nationaux.

#### 1.1.1.5 **MAC4 – Comptes des administrations publiques**

En se basant sur l'expérience des années précédentes, seulement quatre objectifs stratégiques ont été définis pour 2017. Les exigences croissantes en matière d'information sur les administrations publiques (données détaillées, questionnaires sur les méthodes, etc.) par rapport à des ressources humaines constantes ne permettent pas à l'heure actuelle de se donner un programme riche en nouveaux objectifs.

N°	Libellé	Evaluation
1	Rédaction des parties restantes de l'inventaire des sources et méthodes de la procédure des déficits excessifs (en anglais excessive deficit procedure, abrégé en EDP)	L'inventaire des sources et méthodes EDP étant un instrument important pour Eurostat afin de surveiller l'harmonisation entre les États membres en ce qui concerne les concepts et règles du SEC2010, il est impératif de rédiger cet inventaire. Suite à des imprévus imposés par Eurostat, cet objectif n'a malheureusement pas pu être atteint à 100%. Il reste encore à rédiger quelques parties spécifiques (environ 10% de l'inventaire).

N°	Libellé	Evaluation
2	<p>Amélioration de la qualité des données des administrations publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction d'un Quality Management System sur initiative d'Eurostat</li> <li>- Suivi de la visite de dialogue de mars 2016 (Action points)</li> <li>- Analyse approfondie des différences statistiques entre comptes non financiers et comptes financiers dans le cadre d'un groupe de travail créé conjointement avec l'IGF et la Trésorerie</li> </ul>	<p>Eurostat encourage les pays membres à introduire un Quality Management System à travers des Memorandum of Understanding, des contrats formels et des flowcharts sur les données de base avec les fournisseurs de données.</p> <p>En ce qui concerne l'amélioration de la qualité des données des administrations publiques, un groupe de travail EDP a été créé, en tant que sous-comité du comité des statistiques publiques. L'amélioration de la qualité des données est cependant à considérer plutôt comme un travail courant.</p> <p>En conclusion des visites de dialogue d'Eurostat du 24 mars 2017 et du 14 juillet 2017, 25 points d'action ont été retenus. Les 7 points restants sont en cours de traitement et seront soumis à Eurostat le plus rapidement possible.</p> <p>Un des points d'action de la visite 2016 portait notamment sur les différences statistiques entre comptes non financiers et comptes financiers. À cet effet a été créé, conjointement avec l'Inspection générale des finances (IGF) et la Trésorerie de l'État, un groupe de travail afin d'établir une analyse approfondie de ces divergences statistiques. Des progrès ont été réalisés, à la satisfaction d'Eurostat, mais des travaux substantiels restent encore à faire.</p>
3	Amélioration de la base de données des participations de l'État luxembourgeois	Afin de disposer d'une base de données tenant compte de tous les détails des participations de l'État luxembourgeois, des travaux de rénovation sont entrepris sur les données existantes.
4	Visites de dialogue "ad hoc" en mars 2017 et en juillet 2017 dans le cadre EDP	L'organisation, la préparation, l'assurance et le suivi des visites de dialogue EDP "ad hoc" d'Eurostat du 24 mars 2017 et du 14 juillet 2017, ont pu être effectués à la satisfaction d'Eurostat, malgré le fait que ces visites ont été annoncées seulement 2 semaines à l'avance et surtout que la visite du 24 mars coïncidait avec la période la plus intense en vue de la notification des déficits excessifs. Cet objectif n'était pas prévu au programme de travail 2017.

#### 1.1.1.6 **MAC5 – Comptes satellites**

Le processus de production des comptes monétaires et physiques de l'environnement est arrivé à un stade de maturité tout-à-fait satisfaisant. D'autres comptes satellites tels ceux de la culture et du tourisme sont à des stades initiaux de développement et nécessiteront encore beaucoup d'efforts.

L'unité MAC5 a pu contribuer substantiellement au développement de listes d'indicateurs dans les domaines du développement durable et du changement climatique. Les outils ainsi développés serviront dans un proche avenir à une meilleure prise de décision dans ces domaines et une meilleure diffusion auprès du grand public.

Toutefois, il n'en reste pas moins des lacunes quant au développement d'analyses régulières des statistiques produites.

N°	Libellé	Evaluation
1	Statistiques de l'énergie	Au cours de l'année 2017, le STATEC a procédé à la refonte de son enquête couvrant les prix de l'électricité et du gaz naturel à destination des consommateurs finals. Cette tâche a conduit à collecter de nouvelles données et à assurer leur traitement harmonisé dans une nouvelle base de données.
2	Comptes monétaires de l'environnement	En 2017, le STATEC avait pour obligation légale de fournir, pour la première fois, les comptes monétaires de l'environnement. Précédemment, différents projets pilotes avaient permis d'établir les méthodologies nécessaires pour répondre à cette demande. Les travaux menés au cours de l'année écoulée ont permis de tester et d'améliorer la compilation harmonisée de quatre modules complémentaires des comptes monétaires de l'environnement.
3	Statistiques de la culture	En 2017, le STATEC a publié une première série de tables sur les statistiques économiques du domaine de la culture. Celles-ci portent sur le poids économique, la demande des ménages et les dépenses publiques.
4	Comptes satellites du tourisme	Le STATEC a débuté, au cours de cette année 2017, les premières investigations nécessaires à l'établissement de comptes satellites du tourisme. Bien que démarrés, les travaux devant mener à la production de comptes complets restent conséquents et nécessiteront encore plusieurs années.
5	Indicateurs du développement durable	En partenariat avec le Ministère du développement durable et des infrastructures, le STATEC a participé à l'établissement des indicateurs nationaux du développement durable et à leur évaluation.

## 1.1.2 Bilan des travaux courants

### 1.1.2.1 MAC1 – Comptes nationaux

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes annuels <b>2014 à 2016</b>	L'échéance officielle européenne pour la compilation et la transmission des comptes annuels dans le cadre du règlement SEC2010 fut respectée; mais MAC1 n'a pas pu se conformer au nouveau calendrier interne établi en 2015 suite à divers événements et travaux non prévus dans le planning de 2017 établi en novembre 2016.
2	Comptes trimestriels	Les échéances officielles européennes pour la compilation et la transmission des comptes trimestriels ont été respectées, sauf celle du 21 septembre 2017. En effet, les données trimestrielles relatives à 2017 T2 ont été transmises à Eurostat le 9 octobre 2017 et publiées au niveau national le 10 octobre. Ce décalage a été causé par un retard dans la mise à disposition des données des comptes annuels.
3	Pondération pour <b>IPCN et IPCH</b>	L'élaboration des poids de pondération pour les indices de prix IPCN et IPCH sur base de la dépense de consommation finale des comptes nationaux a commencé après la clôture des comptes annuels. Le schéma de pondération a été mis à disposition de l'unité SOC4 dans les délais.
4	R&D S13 <b>2016</b>	La préparation d'une nouvelle enquête R&D du secteur public pour les données de l'année de référence 2016 a été achevée dans les délais et les questionnaires ont été envoyés.

N°	Libellé	Evaluation
5	R&D S13 2015	Les résultats de l'enquête R&D du secteur public pour l'année de référence 2015 ont été envoyés le 25 août 2017 avec plusieurs semaines de retard. Ce retard est dû à la mise à disposition tardive des données de R&D des autres secteurs.
6	Emploi et salaire mensuel	Les statistiques mensuelles sur l'emploi et les salaires ont été produites mensuellement dans les délais officiels.

### 1.1.2.2 MAC2 – Comptes sectoriels

N°	Libellé	Evaluation
1	Production des comptes des sociétés financières pour les comptes annuels 2014-2016	L'unité MAC2, responsable des comptes du secteur financier, a collaboré avec MAC1 dans la compilation des comptes nationaux.
2	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2016 T4 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
3	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2017 T1 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
4	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2017 T2 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
5	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2017 T3 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.

### 1.1.2.3 MAC3 – Balance des paiements

N°	Libellé	Evaluation
1	Collecte d'informations	À n'en pas douter, la quasi-totalité de l'activité de l'unité se résume dans la réalisation des travaux courants qui consistent dans les collectes mensuelle, trimestrielle et annuelle d'informations nécessaires à l'établissement des statistiques BdP et à la production subséquente des résultats (conjointement avec la BCL), en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.
2	Production de résultats statistiques Balance des Paiements (BdP) et IDE	Au cours de l'année 2017, la totalité du programme de transmission a été réalisée avec un degré de couverture et de cohérence interne de 100%, dans le respect total des délais impartis et du format de transmission (sdmx-ML: Statistical Data and Metadata eXchange – xml syntaxe). Le nombre de résultats individuels à communiquer aux organisations internationales ne cesse d'augmenter et le total leur fourni en 2017 dépasse facilement le million !

### 1.1.2.4 MAC4 – Comptes des administrations publiques

Au cours des dernières années, le programme de tableaux annuels, semestriels, trimestriels et mensuels à produire pour les comptes des administrations publiques a connu un élargissement considérable. Ceci reflète l'effort d'obtenir des données de haute qualité afin de surveiller la situation délicate des administrations publiques en temps de crise et l'ajout d'exigences nouvelles tant au plan national qu'international. À ressources égales, ceci signifie cependant que la majeure partie du temps de travail (environ 95%) doit être impérativement allouée aux travaux courants de production.

N°	Libellé	Evaluation
1	Compilation, transmission vers Eurostat et publication des données des administrations publiques (comptes annuels, trimestriels, mensuels des administrations publiques)	Les délais de transmission de la notification des déficits excessifs, des comptes trimestriels non financiers et financiers ainsi que des tableaux SEC2010 cohérents avec ceux de la notification EDP, ont pu être respectés.

### 1.1.2.5 MAC5 – Comptes satellites

N°	Libellé	Evaluation
1	Statistiques de l'énergie	Pour 2017, le STATEC a accompli sa mission de collecter, traiter et diffuser les statistiques portant sur l'approvisionnement énergétique du pays, sur la consommation par type d'acteurs et sur les prix des différents produits énergétiques. Le STATEC a également produit des statistiques plus spécifiques sur les usages énergétiques des ménages, sur l'efficacité énergétique et sur les énergies renouvelables.

N°	Libellé	Evaluation
2	Comptes physiques de l'environnement	Le STATEC produit dorénavant régulièrement trois comptes du domaine des comptes physiques de l'environnement: les comptes de flux de matières, les comptes des émissions dans l'air et, pour la première fois en 2017, les comptes des flux physiques de l'énergie.
3	Comptes monétaires de l'environnement	Le STATEC produit dorénavant régulièrement trois comptes du domaine des comptes monétaires de l'environnement: les taxes environnementales, et pour la première fois en 2017, les comptes des biens et services environnementaux ainsi que les comptes des dépenses de protection environnementale. Cette année, le STATEC a également établi les comptes sur les transferts et subsides environnementaux.
4	Statistiques de l'environnement	Comme chaque année, le STATEC a joué son rôle de centralisateur et de communiquant sur les statistiques environnementales dans les domaines de l'eau, de l'air, des déchets, de la forêt et du climat.

### 1.1.2.6 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Première estimation du PIB en volume pour le 3ème trimestre 2017	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kàfai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 2ème trimestre 2017	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kàfai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 1er trimestre 2017	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kàfai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume: 3,6% pour le 4ème trimestre 2016 et 4,2% pour l'année 2016	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kàfai, Véronique Elter
Regards sur la balance courante en 2016 (07/2017)	Regards	Laurent Bley, Chantal Haas
The ESS report 2016 [Article on energy efficiency]	Rapport de la Commission européenne	Olivier Thunus
Sustainability Science [Chapter 15: Sustainability indicators: Quality and quantity]	Livre publié par Routledge <sup>1</sup>	Olivier Thunus

<sup>1</sup> Éditeur/Éditeur américain spécialisé dans les livres scientifiques.

## 2. Division SOC – Statistiques sociales

### 2.1 Bilan de l'année 2017

#### 2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

##### 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

Rien à signaler

##### 2.1.1.2 SOC1 Conditions de vie

N°	Libellé	Evaluation
1	Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)	L'enquête communautaire sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) collecte chaque année le montant détaillé des revenus des ménages et des personnes auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente au Grand-Duché. Cette enquête couvre les revenus du travail, les revenus du capital, les allocations de chômage, les revenus des pensions (retraite, maladie, handicap et veuvage), les transferts sociaux (allocations familiales, aides au logement et bourses d'études), les revenus de l'assistance sociale (p.ex. revenu minimum garanti) et les transferts réguliers en provenance d'autres ménages (p.ex. pension alimentaire). En 2016, l'enquête a été réalisée pour la première fois sous la régie du STATEC. Les indicateurs ont été publiés dans le rapport « Travail et Cohésion Sociale ».
2	Enquête sur le tourisme d'affaires et de loisirs	L'enquête a pour objectif de recueillir des données sur les pratiques touristiques de la population du Luxembourg. Les questions portent sur la réalisation, ou non, de voyages de loisirs et les déplacements d'affaires, avec ou sans nuitée. À partir de 2017, le mode de collecte des données a changé. L'enquête a été lancée pour la première fois en "mixed-mode" (enquête téléphonique et enquête en ligne). Les résultats ont fait l'objet de publications. L'enquête tourisme se poursuit avec le lancement en janvier 2018 de la quatrième vague de collecte.
3	Enquête sur la sécurité	L'enquête fournit des informations détaillées sur les crimes et délits ayant touché la population résidente au cours des cinq dernières années. Les travaux de préparation de la nouvelle vague de cette enquête ont débuté en 2017. Un questionnaire a été développé et son contenu a été discuté par des "focus groups" rassemblant des citoyens et des experts du domaine. L'enquête sera réalisée au deuxième semestre 2018 à l'aide d'un questionnaire en ligne.

##### 2.1.1.3 SOC2 Marché du travail

Rien à signaler

#### 2.1.1.4 SOC3 Population et logement

N°	Libellé	Evaluation
1	Projections macroéconomiques et démographiques	De nouvelles projections macroéconomiques et démographiques prenant en compte le lien qui existe entre croissance économique et évolution démographique ont été réalisées par le STATEC et présentées lors d'une conférence de presse. Un bulletin, reprenant la méthodologie, les hypothèses et les résultats a été publié en novembre 2017.
2	Recensement de la population 2021	<p>L'unité « Population et logement » s'est fixé l'objectif pour le prochain recensement de 2021 de recourir à un recensement combinant certains registres administratifs et questionnaires (papiers ou électroniques). Cette transition s'avère incontournable sachant qu'après le recensement de 2021, Eurostat envisage de passer de recensements décennaux à des recensements annuels.</p> <p>Au cours de l'année les objectifs fixés initialement ont été reportés à 2018, à savoir la prise de contact avec la Commission Nationale pour la Protection des Données, ainsi qu'avec les administrations publiques luxembourgeoises, identifiées comme pertinentes.</p> <p>À la place de ces objectifs, il a été décidé de clarifier la vision du prochain recensement au sein du STATEC: un recensement combiné avec une maximisation des réponses par Internet.</p> <p>Un premier inventaire des registres et des variables pouvant être extraites des registres a également été établi. Cet inventaire servira en 2018 lors des rencontres avec les différentes administrations publiques luxembourgeoises.</p>
3	Registre des Bâti-ments et des Lo-gements: géo-codification des adresses	Dans le cadre du prochain recensement, une nouvelle disposition réglementaire oblige au niveau européen de fournir certaines variables à un niveau très fin (dalles de 1km <sup>2</sup> ). Pour ce faire, l'unité « Population et logement », en collaboration avec l'Administration du cadastre et de la topographie et avec l'unité « Informatique » du STATEC, est en train de géocoder l'ensemble des adresses du Registre des bâtiments et des logements.

#### 2.1.1.5 SOC4 Prix

N°	Libellé	Evaluation
1	Introduire les scanner data dans le processus de production	Le cadre méthodologique a été validé et le système de production a été finalisé. Les données de passage en caisse seront utilisées dans la production de l'indice des prix à la consommation à partir de 2018.
2	Faire le passage des indices HPI et OOH dans la nouvelle année de référence 2015	Les indices des prix HPI ("House Price Index") et OOH ("Owner-occupied Housing") ont été recalculés lors du passage vers la nouvelle année de référence 2015. Ces indices ont été publiés dans la série des indicateurs rapides du STATEC et ont été transmis à Eurostat dans les délais.
3	Préparer le passage de l'IPPI dans la nouvelle année de base 2015	Les travaux visant à réviser l'indice des prix à la production des produits industriels ont été effectués. Une nouvelle pondération a été établie et l'échantillon des unités industrielles et des produits a été mis à jour.

N°	Libellé	Evaluation
4	Implémenter les segments de consommation	Afin d'améliorer la représentativité du panier de l'indice des prix à la consommation, des produits « représentatifs » ont été définis pour plusieurs catégories de produits. Le système de production a été adapté à ces changements.
5	Utiliser les tablettes dans la collecte des prix	Les enquêteurs du STATEC utilisent des tablettes pour effectuer la collecte régulière des prix dans les points de vente.
6	Améliorer la qualité de certaines sous-séries de l'IPC	La méthodologie de calcul de la sous-série des « crèches et foyers du jour » de l'indice des prix à la consommation a été améliorée.

## 2.1.2 Bilan des travaux courants

### 2.1.2.1 SOC1 Conditions de vie

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête sur le budget des ménages	L'enquête sur le budget des ménages cherche à collecter chaque année une information détaillée sur le niveau des dépenses de consommation des ménages pour +/- 300 catégories et fournit notamment des indications sur la structure de la consommation. Les résultats de la vague d'enquête 2014-2016 ont été établis. L'enquête budget des ménages entre notamment dans le calcul de la pondération de l'indice des prix à la consommation.
2	Enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) par les ménages et les particuliers	Les résultats ont été envoyés à EUROSTAT dans les délais prévus et publiés dans la série "Regards".
3	Statistiques sur les accidents de la circulation routière	Les chiffres sur les accidents de la route 2016 ont été établis par le STATEC en collaboration avec la Police. Ils ont été présentés lors d'une conférence de presse au Ministère du Développement durable et des Infrastructures et envoyés dans les délais prévus à la Commission européenne pour alimenter la base de données européenne CARE.

### 2.1.2.2 SOC2 Marché du travail

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête Forces de travail	L'enquête sur les forces de travail est la plus grande enquête menée auprès de ménages. Les données de l'année 2016 ont été finalisées en mars 2017, et la nouvelle vague de l'année 2017 a été lancée. Elle intègre des questions au sujet de la situation des indépendants sur le marché du travail.
2	Enquête <i>Continuing Vocational Training survey</i>	1 035 entreprises ont été contactées pour réaliser l'enquête sur la formation professionnelle continue. Les résultats de l'enquête ont été publiés dans le bulletin 4/2017.

N°	Libellé	Evaluation
3	Enquête <i>Adult Education Survey</i>	Plus de 4 000 personnes ont participé à l'enquête sur l'éducation des adultes. Cette enquête mesure le taux d'accès à la formation tout au long de la vie, et les difficultés éventuelles rencontrées. Elle a été finalisée en mars 2017, et les résultats seront publiés prochainement.
4	Enquête Coûts de la main-d'œuvre	L'enquête sur le niveau et la structure des coûts de la main-d'œuvre a été lancée au deuxième semestre 2017. Plus de 3 000 entreprises ont été invitées à participer à l'enquête, qui sera finalisée en juin 2018.
5	Indice du coût de la main-d'œuvre	L'indice du coût de la main-d'œuvre est calculé et publié chaque trimestre sur base des données fournies par l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale.
6	<i>Job vacancies statistics</i>	Les statistiques sur les emplois vacants sont calculées trimestriellement. Les données sont fournies par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
7	Indicateur emploi et chômage par commune	Un taux d'emploi et un taux de chômage par commune sont calculés et publiés annuellement en se basant sur des informations de l'ADEM et de l'IGSS.

### 2.1.2.3 SOC 3 Population et logement

N°	Libellé	Evaluation
1	Chiffres de la population	Pour la première fois, les chiffres relatifs à la population résidente ont été calculés à partir du Registre National des Personnes Physiques. L'état de la population au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 a été publié au début du mois de mai 2017. Ces statistiques ont trait à la population par âge, genre, nationalité, commune de résidence, etc.
2	Statistiques de l'état civil	En ce qui concerne les statistiques de l'état civil (naissances, décès, mariages, divorces), les données relatives à l'année 2016 ont été publiées en mai 2017.
3	Acquisitions de la nationalité luxembourgeoise	Les statistiques sur les acquisitions de la nationalité, fournies par le Ministère de la Justice, ont été publiées au mois de mai 2017 en même temps que les chiffres de la population et des statistiques de l'état civil.
4	Statistiques sur les migrations	Les statistiques sur les migrations, basées sur un extrait du Registre National des Personnes Physiques, ont été publiées également au mois de mai 2017.
5	Registre des Bâtiments et des Logements: stock des bâtiments et des logements	La mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements s'est poursuivie en 2017 et s'est faite à partir de l'enquête sur les bâtiments achevés et de l'enquête sur les transformations et les démolitions des bâtiments. Le stock des bâtiments et des logements, reflétant la situation du registre au 1 <sup>er</sup> mars 2017, a été publié au courant du mois de juillet 2017.
6	Statistiques des bâtiments achevés	L'enquête sur les bâtiments achevés permet de fournir des statistiques sur les nouvelles constructions, tant résidentielles que non résidentielles, au cours d'une année. Ces statistiques sont publiées avec un délai de 2 ans. La publication des résultats relatifs à l'année 2015 s'est faite selon le calendrier prévu.

N°	Libellé	Evaluation
7	Statistiques des transformations et des démolitions	La modification des caractéristiques des bâtiments et logements existants, ainsi que la désactivation des bâtiments démolis, se font à partir de l'enquête des transformations et des démolitions des bâtiments. Cette enquête a uniquement pour objectif de permettre la mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements et non de produire des statistiques.
8	Indice socio-économique par commune	Dans le cadre de la réforme des finances communales, le STATEC calcule pour le Ministère de l'Intérieur un indice socio-économique au niveau communal. En 2017, cet indice a pour la première fois été utilisé dans la clé de répartition du financement des communes. En complément à cette fourniture des données au Ministère de l'Intérieur, une publication reprenant la méthodologie et les grandes conclusions a également vu le jour en juillet 2017.

#### 2.1.2.4 SOC4 Prix

N°	Libellé	Evaluation
1	Calculer et publier l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	La production régulière de l'indice des prix à la consommation (IPCN et IPCH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, douze résultats mensuels ont été établis et publiés dans la série « Indicateurs rapides-Série A1 » et « Indicateurs rapides-Série A1 bis ». Chaque diffusion a été accompagnée d'un communiqué de presse. La Commission de l'indice des prix à la consommation, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication des résultats. Une première estimation de l'IPCH a été transmise à Eurostat à la fin du mois de référence. Tous les mois, un IPCH à taxation constante a été calculé et transmis à Eurostat.
2	Calculer et publier l'indice des prix des logements	La production régulière de l'indice des prix des logements a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été publiés dans la série « Indicateurs rapides-Série C » et transmis à Eurostat.
3	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des coûts du logement des propriétaires (OOH)	La production régulière de l'indice des coûts du logement des propriétaires (OOH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
4	Calculer et publier l'indice des prix de la construction	Conformément au calendrier, les résultats de l'indice des prix de la construction ont été diffusés dans la série « Indicateurs rapides-Série A2 » en janvier et en juillet 2017. La Commission technique consultative des indices de prix de la construction, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication.
5	Calculer et publier l'indice des prix à la production des produits industriels	La production mensuelle a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Les résultats mensuels ont été publiés dans la collection « Indicateurs rapides - Série A3 » et transmis à Eurostat.

N°	Libellé	Evaluation
6	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des prix à la production des services	La production régulière de l'indice des prix à la production des services a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
7	Calculer et transmettre à Eurostat une sous-série de l'indice des prix à l'importation	Dans le cadre du règlement (CE) N° 1165/95 concernant la production d'un indice des prix à l'importation, le Luxembourg participe à un échantillon européen. Cette participation permet de ne produire qu'un seul indice des prix à l'importation portant sur les ordinateurs et les équipements périphériques. La transmission mensuelle de cet indice à Eurostat a été assurée dans les délais.
8	Mise à jour de la pondération de l'IPCH et de l'IPCN	Les travaux d'actualisation du schéma de pondération qui se basent sur les comptes nationaux ont été achevés en décembre. Le règlement grand-ducal fixant la nouvelle pondération est à prendre sur avis du Conseil économique et social (CES) et de la Commission de l'indice des prix à la consommation. Le STATEC a présenté les résultats de l'exercice d'actualisation de la pondération au CES.
9	Parités de pouvoir d'achat	Deux vastes enquêtes de prix ont été réalisées sur le terrain, l'une au printemps sur les services, l'autre en automne sur l'ameublement et la santé. Les travaux relatifs à la collecte et la validation du volet des prix dans la construction ont été réalisés en sous-traitance avec un consultant externe, expert dans le domaine. Les prix ont également été collectés pour des biens d'équipement. En outre, les travaux de validation des données ont été réalisés en collaboration avec les collègues mandatés par Eurostat, en respect de la procédure mise en place par le règlement communautaire.

#### 2.1.2.5 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Rapport travail et cohésion sociale (TCS)	Cahier économique	Fofo Ametepe, Jérôme Hury, Guillaume Osier, François Peltier, Paul Reiff, Ioana Salagean, Marco Schockmel
Regards sur l'utilisation des TIC par les particuliers	Regards	Armande Frising
Regards sur la participation socio-culturelle des résidents	Regards	Emanuela Di Falco, Guillaume Osier
Regards sur le budget de référence d'une famille de 4 personnes	Regards	Anne Franziskus
Regards sur le temps parental	Regards	Lucile Bodson
Regards sur les pratiques touristiques des résidents	Regards	Lucile Bodson
Regards sur les vacances de loisirs en 2016	Regards	Clarissa Dahmen, Bert Hallerbach

Nom de la publication	Série	Auteurs
Regards sur les activités quotidiennes des jeunes résidents	Regards	Lucile Bodson
Regards sur les activités en ligne des particuliers	Regards	Armande Frising
<b>Emploi</b>	Statnews	Marco Schockmel
La formation professionnelle continue dans les entreprises	Bulletin	Paul Reiff
Salaires, emploi et conditions de travail	Bulletin	Paul Reiff
Plus d'un million d'habitants en 2080 ?	Statnews	François Peltier
590 667 habitants au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Statnews	François Peltier
11 communes où les étrangers sont plus nombreux que les Luxembourgeois	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Localisation résidentielle de la population étrangère selon la nationalité et la structure urbaine au Luxembourg	Économie et Statistiques	Isabelle Pigeron-Piroth, Andreas Heinz, Geoffrey Caruso
Logements au Luxembourg: autant de maisons que d'appartements	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Indice socio-économique par commune	Bulletin	François Peltier, Charlie Klein
Indice socio-économique: Inégalités entre les communes luxembourgeoises	Statnews	François Peltier, Charlie Klein
Projections macroéconomiques et démographiques de long terme: 2017-2060	Bulletin	Tom Haas, François Peltier
Projections de l'économie et de la population: l'avenir est ouvert	Statnews	Tom Haas, François Peltier
Les femmes ont de moins en moins d'enfants	Regards	François Peltier
Le logement en chiffres au deuxième semestre 2016	Le logement en chiffres (en collaboration avec l'Observatoire de l'habitat).	Claude Lamboray, Marc Ferring
12 communiqués de presse décrivant les résultats mensuels de l'indice des prix à la consommation	Statnews	Jérôme Hury, Claude Lamboray
Chapter 4: Expenditure weights and their sources	Update of the <i>Consumer Price Index Manual: Theory and practice</i> , ILO, Eurostat, IMF, OECD, World Bank, and the UN (2004).	Claude Lamboray
Chapter 5: Sampling		

## 3. Division ENT- Statistiques d'entreprises

### 3.1 Bilan de l'année 2017

#### 3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

##### 3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division ENT en entier

Depuis quelques années déjà, les nouveaux projets entrepris par la division ENT suivent trois grands axes d'orientation. En tête de liste se situe le projet de règlement FRIBS (Framework Regulation Integrating Business Statistics), par lequel la Commission européenne entend mettre en place des mesures visant à la fois à réduire la charge administrative des entreprises et produire des statistiques officielles d'entreprises plus intégrées.

Un deuxième axe de priorité pour la division ENT est celui de l'optimisation et la modernisation des processus de production, l'objectif étant d'aboutir à la fois à réduire au maximum la charge administrative des entreprises et à dégager des ressources en personnel en vue de les réaffecter à l'analyse et à la qualité des données.

Finalement, la division ENT met également l'accent sur la cohérence des statistiques d'entreprises et mène une série de projets dans ce sens.

##### a) Mise en œuvre de FRIBS

L'entrée en vigueur du règlement FRIBS est prévue pour 2019. Pour les instituts statistiques nationaux cela implique de réaliser une série de travaux préparatifs qui peuvent être à la fois de nature législative, méthodologique ou opérationnelle.

En 2017, l'apport de la division ENT dans le projet FRIBS se résume comme suit:

- donner son avis sur le projet de textes législatifs;
- participer au sein de groupes de travail de la Commission à la formulation d'actes délégués et actes d'implémentation;
- participer au sein du groupe de travail ESS IT security du STATEC à la formulation et la mise en place de procédures de sécurité pour une certification ISO27001. Cette certification est une condition nécessaire pour le STATEC pour pouvoir recevoir des données miroirs des États-membres dans le cadre du projet de refonte Intrastat.

En mars 2017, la Commission européenne a transmis le projet de règlement de base FRIBS au Parlement européen et au Conseil.

##### b) Optimisation des processus et réduction de la charge administrative des entreprises

Depuis la création de la division des statistiques d'entreprises en 2010, un des objectifs majeurs a été la révision des méthodes de production en vue de dégager des ressources et réduire les coûts administratifs des redevables de l'information.

Pour 2017, une série de projets entrant dans cette catégorie ont été prévus. Une partie d'entre eux ont été clôturés en 2017, d'autres seront réalisés sur une période s'étalant sur plusieurs années:

- Intégrer les données de la Centrale des Bilans dans le processus de production des SBS (ENT3);
- Produire les SBS services financiers et d'assurance sur base du reporting administratif (ENT3, MAC2);

- Refonte du processus de production « indices du chiffres d'affaires » avec intégration des données MOSS et ESKORT (ENT4);
- Optimisation du processus relatif au répertoire des groupes d'entreprises (ENT5);
- Analyser et intégrer la source administrative VIES dans le processus de production des statistiques du commerce extérieur (ENT1);
- Refonte du processus « transport routier de marchandises ». Réduction de la charge administrative des entreprises (ENT4);
- Prospective sur un nouveau mode de collecte de production et de stockage de données sur les investissements directs étranger (ENT2);
- Couverture des unités locales pour le projet du MDDI avec perspective d'alléger le questionnaire SBS par suppression ou allègement du volet « unités locales ». Etablir un référentiel « localités-communes-références géocodées » historique. (ENT5, ENT4, SOC, SG2).

### c) Convergence vers des statistiques d'entreprises intégrées

Une partie du règlement FRIBS est consacré au rôle central des répertoires d'entreprises et des groupes d'entreprises. Ces répertoires constituent le fondement ou encore la colonne vertébrale des statistiques d'entreprises.

C'est dans ce contexte que la division ENT mène depuis quelques années des travaux qui servent de fondation aux statistiques d'entreprises, à savoir la construction et l'utilisation de répertoires de qualité. Citons le développement du registre des groupes d'entreprises (RGE); le profilage des entreprises faisant partie de groupes multinationaux au sein du groupe de travail GT GE; l'identification et le traitement cohérent des Special Purpose Entities.

En 2017, la direction a décidé d'affecter une ressource permanente à l'analyse et au traitement cohérent des grandes entreprises et de réfléchir à une formule "Large Cases Unit" (LCU) pour le STATEC, à l'instar de ce qui se fait déjà au sein d'autres instituts nationaux en Europe (Irlande, Pays-Bas). Il s'agirait d'une nouvelle cellule du STATEC consacrée entièrement à ce projet. Pour s'inspirer de l'expérience irlandaise en la matière, une délégation du STATEC s'est rendue en Irlande en mai 2017 pour une "learning visit".

En automne, un groupe de travail interne a été créé, composé de membres des divisions ENT et MAC. Leur mission est de définir le plan et les méthodes de travail de la LCU.

De son côté, Eurostat encourage ce projet et organise des workshops ainsi que une formation ESTP dédiée à ce sujet en mars 2018.

En parallèle à ce projet émergent, la division ENT met une priorité élevée sur le projet de Master-Frame pour faciliter l'intégration des statistiques d'entreprises.

N°	Objectif	Evaluation
1	Création d'un groupe de travail "Large Cases Unit"	En 2017, la direction a décidé d'affecter une ressource permanente à l'analyse et au traitement cohérent des grandes entreprises et de réfléchir à une formule "Large Cases Unit" pour le STATEC à l'instar de ce qui se fait déjà au sein d'autres instituts nationaux en Europe. Il s'agirait d'une nouvelle cellule du STATEC consacrée entièrement à ce projet. Pour s'inspirer de l'expérience irlandaise en la matière, une délégation du STATEC s'est rendue en Irlande en mai 2017 pour une "learning visit".

N°	Objectif	Evaluation
2	Création d'un groupe de travail « localisation des emplois »	<p>En automne, un groupe de travail interne a été créé, composé de membres des divisions ENT et MAC. Leur mission est de définir le plan et les méthodes de travail de la LCU.</p> <p>Eurostat encourage ce projet et organise des workshops ainsi que une formation ESTP dédiée à ce sujet en mars 2018.</p> <p>Dans une note au Premier Ministre en janvier 2017, le Ministère de l'Infrastructure et du Développement durable a fait état d'un manque de disponibilité de données sur la localisation des emplois et a demandé que soit créé un groupe de travail dont la mission est de produire des données fiables et récentes sur la répartition territoriale des emplois et les déplacements « domicile – travail » à intervalle annuel. Cette note a été approuvée par le Conseil de gouvernement, qui a décidé de mettre en place un groupe de travail présidé par le STATEC.</p> <p>Le STATEC a ainsi présidé une réunion en mai 2017 avec d'une part les utilisateurs potentiels des données sur la localisation des emplois (MDDI: aménagement du territoire, département des transports, département de l'environnement; Ministère de l'Economie; Ministère de l'Intérieur) et d'autre part, les producteurs potentiels de données/statistiques (STATEC, Administration des contributions directes, Administration du personnel de l'État, Inspection générale de la sécurité sociale). En outre, le STATEC a mené des discussions bilatérales avec différents membres du GT en vue de faire avancer les travaux.</p> <p>Il s'avère que l'ACD dispose d'une grande partie de l'information recherchée et est disposée à intégrer le code NACE dans une étape ultérieure, et dans la limite de leurs ressources disponibles. Le GT se penchera sur le volet qualité et complétude des données dans le courant de l'année 2018.</p>

### 3.1.1.2 ENT1 Commerce extérieur

N°	Libellé	Evaluation
1	Refonte du système de collecte Intrastat (Modernised Intrastat)	<p>Dans le cadre de FRIBS (Framework Regulation Integrating Business Statistics), la Commission européenne a lancé en 2012 la refonte du système Intrastat (Modernised Intrastat) qui a comme objet de réduire significativement la charge déclarative imposée aux entreprises, tout en maintenant le niveau de qualité des statistiques du commerce intra-UE de biens. Ce projet à grande échelle peut être subdivisé en plusieurs étapes consécutives:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1 Analyse de cinq modèles alternatifs au système actuel [2012-2015]</li> <li>2 Décision finale en faveur du système d'échange de micro-données en mai 2016</li> <li>3 Travaux législatifs et techniques dans le cadre de l'élaboration du nouveau règlement FRIBS [2016-2018]</li> <li>4 Entrée en vigueur du règlement FRIBS en début de l'année 2019</li> <li>5 Phase transitoire légale d'un an pour le domaine du commerce extérieur [2019]</li> </ol>

N°	Libellé	Evaluation
		<p>6. Échange obligatoire de micro-données entre États membres à partir de 2020</p> <p>7. Intégration progressive de la nouvelle source MDE (Micro-Data Exchange) dans la chaîne de production nationale [2020-2024]</p> <p>En mars 2017, la Commission européenne a transmis le projet de règlement de base FRIBS au Parlement européen et au Conseil. L'adoption de ce projet de règlement ainsi que des projets de textes en matière d'actes délégués et d'exécution est programmée pour fin 2018. Vu le champ couvert par la loi cadre et la complexité qui en résulte, le processus législatif risque de prendre du retard. Dans ce cas, le calendrier actuel devra être adapté en conséquence. L'année écoulée était marquée avant tout par les travaux aux projets de textes des actes délégués et d'exécution pour le domaine du commerce extérieur.</p>

### 3.1.1.3 ENT2 Investissements directs étrangers

Rien à signaler

### 3.1.1.4 ENT3 Statistiques d'entreprises

N°	Libellé	Evaluation
1	Finalisation de l'intégration des données du plan comptable normalisé (PCN) dans la production des statistiques structurelles sur les entreprises à partir de 2015	La dernière étape du projet d'intégration des données du plan comptable normalisé (PCN) dans les statistiques structurelles sur les entreprises a été réalisée pour l'année de référence 2015. Malgré les ruptures ponctuelles de série dans quelques branches d'activités composées principalement de petites entreprises, la comparabilité des séries temporelles a pu être maintenue pour la majorité des branches.
2	Réviser les questionnaires de l'enquête structurelle sur les entreprises	Suite aux modifications récentes apportées au droit comptable luxembourgeois, les huit questionnaires de l'enquête structurelle sur les entreprises ont été adaptés à partir l'année de référence 2016. Les principaux changements concernent l'abolition des produits et charges exceptionnels.
3	Transférer la production des statistiques agricoles au Service d'économie rurale (SER)	L'année 2017 marque la fin de l'ère de production des statistiques agricoles par le STATEC, qui est désormais entièrement assumée par le SER. Le transfert du processus de production des statistiques sur la structure des exploitations agricoles d'une administration à l'autre s'est étalé sur plusieurs années. L'unité ENT3 a pour la dernière fois produit les micro-données y relatives à destination d'Eurostat.

### 3.1.1.5 ENT4 Indicateurs conjoncturels

N°	Libellé	Evaluation
1	Indices du chiffre d'affaires	Une refonte du système de production de cet indice a été entamée en 2017. Un expert externe a été chargé de travailler sur cinq grands thèmes devant aboutir à une amélioration du processus. En 2017, deux thèmes ont été abordés.
2	Statistique sur les transports routiers de marchandises (TRM)	Une base de données ainsi qu'une nouvelle application informatique ont été créées et mises à disposition fin juin 2017. L'application contient un grand nombre de nouvelles fonctionnalités. Un questionnaire allégé et beaucoup plus lisible a été créé et des documents méthodologiques explicatifs sont désormais mis à disposition des enquêtés. Finalement, le calcul de résultats TRM a été reprogrammé.
3	Statistiques d'hébergement	<p>Afin d'améliorer la qualité des données brutes, le STATEC a puisé en 2017 dans différentes sources de données supplémentaires afin de remplacer les données manquantes, incomplètes ou erronées. Le processus de production des résultats a été adapté afin de pouvoir publier des résultats mensuels sur le portail statistique.</p> <p>L'idée de mise en place d'un nouveau système de collecte via la numérisation des pièces d'identité n'a pas abouti. En effet, une étude de faisabilité menée par le CTIE a conduit à l'abandon du projet pour des raisons légales, techniques et de coût.</p> <p>Finalement, le STATEC a continué son engagement en vue d'une harmonisation des méthodologies utilisées par d'autres producteurs de statistiques d'hébergement.</p>
4	Mise en œuvre de FRIBS – volet STS	Le projet FRIBS (Framework regulation integrating business statistics) de la Commission européenne prévoit de regrouper les statistiques d'entreprises dans un seul règlement-cadre. Le but est d'harmoniser les concepts, définitions, unités statistiques, champs de couverture, périodes de référence, format de transmission, etc. Comme les dispositions légales futures ne sont pas encore fixées dans leur intégralité, la mise en œuvre de la partie « indices à court terme » n'a pas encore été réalisée. Néanmoins, l'unité a déjà planifié quelques-uns des changements prévus.
5	STS (indices à court terme)	<p>Le processus de production a été modernisé. Une nouvelle application informatique visant à augmenter la qualité des statistiques mensuelles de l'activité a été créée. Elle permet une amélioration des processus de production.</p> <p>Le rebasement des indices STS, qui aura lieu début 2018, a été préparé. Faut de ressources, le projet de remplacer les enquêtes de l'activité dans l'industrie et la construction par des données issues de fichiers administratives a dû être ajourné.</p>

### 3.1.1.6 ENT5 Répertoire des entreprises

N°	Libellé	Evaluation
1	Développement de la base de données Répertoire des Groupes d'Entreprises	Le but du « Répertoire des Groupes d'Entreprises » est de stocker, conformément au Règlement (CE) N° 177/2008, les groupes d'entreprises et de mettre à la disposition de tous les producteurs de statistiques concernés la même information sur les groupes d'entreprises. À l'aide de la firme Intec, un important travail de documentation sur le processus informatique autour de la base du Répertoire des Groupes d'Entreprises a été réalisé.
2	Profilage national des groupes d'entreprises	<p>La participation à la "Task Force on Profiling" organisée par Eurostat au courant de l'année 2017 a permis de contribuer à une meilleure compréhension (1) des interactions entre le Profiling européen et national, (2) du positionnement des divers pays européens en la matière, (3) de l'état d'avancement de la méthodologie et de ses lacunes. Elle a confirmé la nécessité de recourir à la plateforme EGR pour une amélioration notoire du périmètre de consolidation des groupes actifs au Luxembourg et la détermination de leur nationalité respective.</p> <p>L'activité de profilage s'est limitée pour 2017 (année de référence 2016) à la concordance de la structure des groupes par rapport à leurs états financiers et consolidés et à l'attribution, concertée avec les autres pays européens, du Global Decision Center (GDC) caractérisant la nationalité des groupes.</p>

### 3.1.1.7 ENT6 Centrale des bilans

N°	Libellé	Evaluation
1	<b>Diffusion des données « externe » - en masse des données de la Centrale des bilans</b>	Tout au long de 2017, des réunions de concertations ont eu lieu entre l'unité Centrale des bilans et l'unité Informatique du STATEC afin de préparer la diffusion des données de masse. Une taxonomie (dictionnaire des variables) a été développée, des formats et structures de fichiers ont été retenus et différents types de produits ont été définis (produits trimestriels, annuels, etc.). Éléments à finaliser: adaptation du règlement grand-ducal permettant la diffusion, conditions générales de vente, définition d'un emplacement (via Internet) permettant de commercialiser et de mettre à disposition les fichiers contenant les données.
2	<b>Diffusion des données « externe » - micro / niveau entreprises de la Centrale des bilans</b>	Ce projet a fait beaucoup d'avancées en 2017, mais en fin d'année il a été suspendu, étant donné que le niveau de maturité nécessaire permettant une mise en production dans les délais n'était pas atteint. Éléments à finaliser: adaptation du règlement grand-ducal permettant la diffusion, conditions générales de vente, récupération automatique des informations sur la confidentialité des données de la part du CTIE.
3	<b>CNC – Refonte du Plan comptable normalisé (PCN)</b>	L'unité Centrale des bilans a participé à l'élaboration du texte légal visant à moderniser le Plan comptable normalisé datant de 2009, révision devenue nécessaire suite aux modifications récentes apportées au droit comptable luxembourgeois. La transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 2013/34/UE vient modifier la loi comptable du 19 décembre 2002 et implémente ainsi, depuis l'année de référence 2016, des nouvelles structures pour les bilans et les comptes de profits et pertes.

N°	Libellé	Evaluation
		La principale nouveauté concerne la suppression des produits et charges exceptionnels. En conséquence, le PCN a dû être adapté à cette modification. De plus, une table de concordance / un tableau de passage obligatoire mais flexible entre le PCN et les comptes annuels (bilans et comptes de résultat) sera introduit. La Centrale des bilans attend une nette amélioration de la qualité des données collectées grâce à des contrôles de validité entre les documents comptables et à une meilleure cohérence entre ces documents. La définition légale du PCN étant achevée, il convient en 2018 d'assurer la cohérence entre la taxonomie de l'ancien PCN avec celle du nouveau.
4	<b>Coopération BACH</b>	L'unité Centrale des bilans a concrétisé les travaux en vue de publier pour la première fois des données luxembourgeoises des sociétés non financières dans la base de données BACH (Bank for the Accounts of Companies Harmonized). Le programme pour la production des données a été finalisé fin 2017 et les données des années 2011 à 2015 ont été envoyées à la Banque de France (qui héberge la base de données BACH sur ses serveurs) fin décembre 2017 pour des contrôles de qualité nécessaires. Un feedback a été réceptionné début janvier 2018 avec certaines incohérences qui vont être revues au plus vite, l'objectif étant de publier les données définitives au cours du mois de janvier. Par la suite, la Centrale des bilans envisage la rédaction d'une publication qui se basera sur les données et les indicateurs produits pour BACH.

### 3.1.2 Bilan des travaux courants

#### 3.1.2.1 ENT1 Commerce extérieur

N°	Libellé	Evaluation
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques du commerce extérieur	À l'exception des statistiques du commerce extérieur par caractéristiques d'entreprises, les statistiques du commerce extérieur ont été diffusées dans les délais prescrits.

#### 3.1.2.2 ENT2 Investissements directs étrangers

N°	Libellé	Evaluation
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques IDE	Collecte, production et publication des statistiques IDE dans les délais prescrits.

#### 3.1.2.3 ENT3 Statistiques d'entreprises

Rien à signaler

### 3.1.2.4 ENT4 Indicateurs conjoncturels

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquêtes de conjoncture	L'unité a réalisé mensuellement des enquêtes de conjoncture dans l'industrie, la construction, le commerce et les services. Les enquêtes sur les investissements ont été réalisées semestriellement.
2	Autorisations de bâtir	L'unité a produit trimestriellement des statistiques sur les autorisations de bâtir.
3	Statistiques sur l'activité	L'unité a produit mensuellement des statistiques sur l'activité dans l'industrie et la construction.
4	Indices du chiffre d'affaires	L'unité a produit mensuellement des indices du chiffre d'affaires en valeur et en volume.
5	Hébergement touristique	L'unité a produit mensuellement et annuellement des statistiques sur l'offre et la fréquentation des établissements d'hébergement touristique.
6	Transports routiers de marchandises	L'unité a réalisé trimestriellement des enquêtes sur l'activité de transport des véhicules routiers.
7	Transports aériens	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports aériens.
8	Transports ferroviaires	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports ferroviaires.
9	Transports fluviaux	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports fluviaux.
10	Immatriculations de véhicules routiers	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les immatriculations de véhicules routiers.
11	Parc automobile	L'unité a centralisé les données sur le parc automobile et a traité toutes les demandes statistiques y relatives.

### 3.1.2.5 ENT5 Répertoire des entreprises

Rien à signaler

### 3.1.2.6 ENT6 Centrale des bilans

Rien à signaler

### 3.1.2.7 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Regards sur le commerce extérieur du Luxembourg 2005-2015	Regards	Alain Hoffmann (ENT1)
Liste des principaux employeurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Statnews Hors série	Bob Jung, Françoise Roderes, Marianne Berens (ENT3)

Nom de la publication	Série	Auteurs
Comparaison européenne des indicateurs de R&D intramuros des entreprises au Luxembourg	<p>Note diffusée au Directeur du STATEC et à l'Observatoire de la compétitivité</p> <p>Des extraits de la note ont été reproduits dans le Bilan compétitivité 2017 ainsi que dans le Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du semestre européen 2017.</p>	Georges Zangerlé, Sergiu Parvan, Bob Jung (ENT3)
Les entreprises luxembourgeoises	Hors série	Mike Hartmann (ENT5)

## 4. Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision

### 4.1 Bilan de l'année 2017

#### 4.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

##### 4.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

Rien à signaler

##### 4.1.1.2 CMP1 Conjoncture

N°	Libellé	Evaluation
1	Mise en œuvre / amélioration des prévisions à très court terme	<p>La prévision de court terme (mensuelle, trimestrielle) a été l'un des domaines où CMP a fait le plus de progrès. Les domaines suivants ont connu de notables avancées:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- inflation: amélioration de l'équation de prévision de l'inflation sous-jacente (cf. Note de conjoncture 2-17) et développement d'une dizaine d'équations supplémentaires ou alternatives;</li><li>- emploi: intégration des données observées à t-1 de l'IGSS, ce qui permet d'améliorer significativement le calcul du taux de chômage;</li><li>- finances publiques: amélioration de l'équation sur la taxe d'abonnement ainsi que meilleure compréhension des données sur les soldes d'impôts des entreprises (impôts encaissés au titre des années antérieures à l'année courante).</li></ul> <p>Des modèles sophistiqués ont par ailleurs été développés pour prévoir l'emploi frontalier et résident, le taux de chômage ou encore la consommation finale et les exportations de biens.</p>
2	Exploration détaillée de la valeur ajoutée pour le secteur financier	<p>L'exploration détaillée de la valeur ajoutée du secteur financier a bien avancé, permettant une analyse distinguant production et consommation intermédiaire (la différence entre les deux constituant la valeur ajoutée), et ceci au niveau le plus détaillé possible.</p>
3	Extension / amélioration de la base de données conjoncturelle	<p>Extension de la base de données conjoncturelle aux séries et domaines suivants: prix à la production de services, données spécifique sur le Royaume-Uni (Brexit), indices des conditions monétaires de la BCE, indices MSCI, crédits aux sociétés non financières, données individuelles des bilans et comptes de profits et pertes des banques, indicateurs supplémentaires pour les finances publiques (avances et soldes des impôts sur les sociétés), indicateurs supplémentaires pour le marché du travail (détachements, sous-emploi).</p>
4	Amélioration de l'analyse des comptes nationaux	<p>L'analyse récurrente effectuée par CMP1 sur chaque campagne de comptes trimestriels a mis en évidence le besoin d'une analyse plus poussée des données de comptes annuels également. Celle-ci était effectuée jusqu'à présent essentiellement en se focalisant sur l'optique dépenses du PIB. Elle a été complétée cette année par une analyse détaillée sous l'optique production (branches). L'avantage majeur de l'analyse par branche est double: il permet d'une part de mettre en évidence des phénomènes « insolites » différents de ceux détectés dans une analyse sous l'optique dépenses et, d'autre part, de descendre à un niveau d'analyse très fin (entreprise).</p>

N°	Libellé	Evaluation
5	Élargissement de l'analyse dans le domaine des finances publiques	L'idée formulée dans les objectifs pour 2017 était d'intégrer une dimension de comparaison internationale dans le domaine de l'analyse des finances publiques du Luxembourg. Cet objectif s'est concrétisé en ce sens que la base statistique pour mener ce type d'analyse a été partiellement élaborée.

#### 4.1.1.3 CMP2 Modélisation et prévision

N°	Libellé	Evaluation
1	Établir et publier une baseline de long terme	L'objectif, qui couvre plusieurs domaines, a été accompli avec succès. Des projections macroéconomiques et démographiques ont été élaborées et publiées. De l'autre côté des projections de la consommation énergétique et des gaz à effet de serre ont été livrées aux Ministères (et documentées). Toutes ces projections de long terme sont intégrées, ce qui signifie que la cohérence des évolutions économiques, démographiques, énergétiques et environnementales est garantie.
2	Établir un modèle trimestriel de prévision de CO <sub>2</sub>	Le développement d'un modèle de prévision de court terme des émissions de CO <sub>2</sub> a été entamé et les travaux seront finalisés, puis présentés, courant 2018.
3	Transférer l'établissement des prévisions mensuelles d'inflation à CMP1	La procédure de prévision de l'inflation a été automatisée, puis transférée à l'unité CMP1. L'efficacité de la procédure a d'ailleurs permis de dégager le temps nécessaire pour améliorer et étendre la modélisation en question.
4	Améliorer LuxGEM	Le modèle LuxGEM a principalement été amélioré dans trois domaines: <ul style="list-style-type: none"> <li>- La relation causale entre la croissance économique et démographique a été bouclée. L'attractivité salariale du Luxembourg a été reliée aux gains de productivité relatifs par rapport aux pays voisins. Ce travail est à l'origine d'un mécanisme novateur qui explique la croissance démographique de long terme.</li> <li>- Le volet énergétique du modèle a été complété par une équation qui détermine les importations de carburants, puis par la décomposition détaillée de la consommation de carburants par les résidents. Par différence, ces éléments permettent ainsi de caractériser précisément l'évolution des exportations de carburants, un sujet d'actualité majeure.</li> <li>- Des tests de sensibilité et d'autres procédures automatiques ont permis d'améliorer encore la compréhension et gestion du modèle. Rappelons qu'il s'agit du modèle dédié aux nombreuses problématiques ayant une dimension de très long terme.</li> </ul>
5	Modélisation des recettes publiques dans Modux	La modélisation des recettes publiques dans Modux est un volet qui reste en développement. En 2017, CMP a notamment progressé avec l'intégration de séries à taxation constante, suivant une méthode internationale reconnue concernant les impôts sur les sociétés et les ménages. Les impôts sur les ménages ont été modélisés à l'aide d'une équation à correction d'erreur au lieu d'un taux moyen exogène. Les travaux sur la modélisation des impôts sur les entreprises se poursuivent avec la prise en compte de séries distinguant avances et soldes (c'est-à-dire impôts prélevés respectivement sur l'exercice courant et les exercices précédents).

N°	Libellé	Evaluation
6	Travaux pour améliorer la modélisation de l'inflation	Il s'agit d'une avancée très intéressante, aboutissant à une nette amélioration de la relation entre l'excédent des entreprises (c'est-à-dire la base imposable) et les impôts. Deux études ont été publiées dans la Note de conjoncture, décrivant l'impact de la réforme fiscale (ménages et entreprises). Finalement, les accises sur le tabac suivent désormais le même schéma que celles sur les produits pétroliers (mise en évidence des prix relatifs).  La modélisation-prévision de l'inflation a été améliorée grâce à la prise en compte de l'impact de l'indexation sur l'inflation sous-jacente et par l'intégration de l'inflation alimentaire (produits non traités, difficilement modélisables) comme variable exogène. Une meilleure prise en compte du cycle économique et le passage vers une approche de "thick modelling" (c'est-à-dire combinant différents modèles) ont représenté d'autres avancées. Grâce à ces progrès, la prévision de l'inflation – et donc des échéances de l'échelle mobile – devient plus fiable.

Un point important qui mérite d'être mentionné se rapporte à l'intégration dans Modux des équations relatives à l'accélérateur financier. Rappelons que le but de ce projet de recherche, mené par un consultant extérieur, était d'améliorer le lien entre la sphère financière (crédits, taux d'intérêts) et la sphère réelle (investissement physique, activité, emploi, etc.). Le projet a débouché sur des équations améliorant la modélisation de l'investissement en machines et équipements et en logement (cf. Working Paper du STATEC n<sup>os</sup> 87 et 95). Il en résulte a priori une meilleure captation du cycle financier, ce qui devrait rendre la prévision plus précise, ou en tous cas plus riche en interdépendances.

#### 4.1.2 Bilan des travaux courants

##### 4.1.2.1 CMP1 Conjoncture

N°	Libellé	Evaluation
1	Publication des Notes de conjoncture	Deux Notes de conjoncture ont été publiées en date du 30 mai et du 5 décembre 2017 respectivement. Outre les habituelles analyses sur la situation conjoncturelle et les prévisions, les deux Notes comportent en tout dix études thématiques, approfondissant certaines questions conjoncturelles ou abordant des thématiques structurelles.
2	Publication des Conjoncture Flash	Douze numéros du Conjoncture Flash ont été publiés cette année. À la une de ces numéros, les analyses ont été consacrées, entre autres, six fois à l'activité économique luxembourgeoise et trois fois à l'activité dans la zone euro.
3	Analyse des comptes nationaux trimestriels et annuels	Une analyse des comptes nationaux trimestriels et annuels est effectuée avant chaque publication. Cette analyse fait partie de la procédure de validation. Elle débouche sur une note écrite de la part de CMP1 qui comporte des questions et des remarques sur les dernières données, notamment en ce qui concerne des points aberrants ou des révisions importantes par rapport aux versions précédentes.

#### 4.1.2.2 CMP2 Modélisation et prévision

N°	Libellé	Evaluation
1	Élaboration des prévisions de court et de moyen terme	Les prévisions ont été élaborées suivant le calendrier prévu, respectant tous les délais et toutes les contraintes, externes (liées notamment à l'élaboration du Programme pluriannuel des finances publiques) et internes (publications des Notes de conjoncture). Tandis que la prévision de court terme (années courante et année subséquente) est commentée à un rythme semestriel à l'intérieur des Notes de conjoncture, les prévisions à moyen terme sont publiées séparément et mises à jour seulement une fois par an (printemps).
2	Ré-estimation de Modux	La ré-estimation de Modux a été rendue nécessaire suite à la mise à jour des données des comptes nationaux annuels, à partir de 1995. Elle a aussi rendu possible le réexamen des propriétés statistiques et prévisionnelles des équations de Modux, ce qui constitue une étape importante de la validation de Modux. A noter que la ré-estimation des équations de Modux constitue un travail nécessaire à intervalles réguliers de 2-3 ans, afin de disposer de suffisamment de nouvelles informations statistiques pour rendre la ré-estimation pertinente.

#### 4.1.2.3 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Notes de Conjoncture n°s 1 & 2, 2017	Idem	Divers
Conjoncture Flash n°s 1-12, 2017	Idem	Divers
Projections macroéconomiques et démographiques de long terme: 2017-2060	Bulletin du STATEC (n° 3/2017)	François Peltier / Tom Haas
Regards sur la qualité des prévisions d'inflation	Regards (n° 01/2017)	Tom Haas
Regards sur l'impact potentiel du Brexit	Regards (n° 05/2017)	Bastien Larue
Regards sur l'impact de l'indexation sur l'inflation sous-jacente	Regards (n° 10/2017)	Cathy Schmit
Regards sur la consommation des ménages	Regards (n° 14/2017)	Bastien Larue

## **5. Division RED – Recherche appliquée**

### **5.1 Bilan de l'année 2017**

#### **5.1.1 Bilan des objectifs opérationnels**

The RED division performs high quality research in the fields of applied economics. This research is based on the analysis of data available at STATEC and is conducted at individual, firm, industry and national level, with the purpose of improving the understanding of social and economic facts relevant to Luxembourg. The research focuses on factors that contribute to countries' economic growth, namely productivity and entrepreneurship, as well as on well-being, social cohesion, and sustainability.

The team participates in working groups set up by institutions -- such as the European Commission and the OECD -- which are concerned with themes that are high on the policy agendas. The team also collaborates with reputable academic institutions and universities in Luxembourg and abroad.

The research conducted by the team members has resulted in several publications in peer-reviewed journals, which confirms the team's quality and high standards. This positive evaluation has been reaffirmed by STATEC's Scientific Council. Results from research studies have been communicated to the wider public through the release of reports and press conferences. Numerous outreach activities are intended to increase the team's visibility in Luxembourg. Researchers have also contributed to internal and external training activities.

Among the main results achieved during 2017, the presentation of the report on PIBien-être has marked the accomplishment of a two-year research project on the quality of life of Luxembourg's residents. The GEM project on entrepreneurship has provided unique information on entrepreneurship in Luxembourg. The team has also released new productivity indices at industry and national level. The final report for the LuxEmpTrade project on the effect of trade on employment has been transmitted to the FNR, and results have been presented to the Scientific Council and during STATEC's seminar series. A new project aiming to study Luxembourg's economic cycle from a macroeconomic time-series perspective was incepted. Last but not least, research in the fields of productivity and trade, survey methodology, and well-being has found an outlet on reputable academic journals.

The creation of STATEC Research ASBL has marked an important change concerning the organisation of research activities at STATEC, which will be carried out in the framework of the new non-profit organisation.

N°	Objectif	Evaluation
1	PIBien-être	<p>The main goal of this project was to develop a system of indicators to measure and monitor the quality of life (QOL) of Luxembourg's residents. This responds to novel needs of assessing countries' welfare and development beyond the information provided by standard economic indicators, such as Gross Domestic Product, and to offer a view of the state of countries which focuses on people's well-being. The project followed the recommendations formulated by the joint CSDD-CES Commission on well-being in their joint opinion (2013). The assessment of Luxembourg residents' quality of life is based on 63 indicators, organised in 11 domains relevant to quality of life.</p> <p>Results have been illustrated to the public during a widely attended open session of STATEC's seminar series and have informed a press conference held at STATEC on the 14<sup>th</sup> of November. Implications on gender inequalities were presented at an audition of the <i>Comité interministériel à l'égalité des femmes et des hommes</i>.</p> <p>A final report discusses the background and international context of Luxembourg's initiative, and describes in detail each indicator, reporting the values, the breakdowns and the evolution over time of the indicators, and discussing Luxembourg's international position. In addition, the report proposes the Luxembourg Index of Well-being, a synthetic indicator that allows depicting the overall evolution of quality of life in Luxembourg. It discusses main challenges of the project and ways forward. One such challenge, namely the timeliness of information on quality of life, is addressed in a chapter that presents new methods to predict well-being. The goal is that of reducing the delay by which relevant information is available to the public and to policy makers.</p>

N°	Objectif	Evaluation
2	Global Entrepreneurship Monitor	<p>The <b>Global Entrepreneurship Monitor (GEM)</b> provides unique data on entrepreneurship in Luxembourg. It is conducted in the framework of an international research project aiming to collect cross-country comparable data on entrepreneurship.</p> <p>A new release of the GEM country report for Luxembourg informed for the first time on barriers and enablers of entrepreneurship as perceived by the population, and on the effectiveness of entrepreneurship policies (i.e. trainings). The report is currently the only source of information on individual traits of entrepreneurs and typologies of new ventures. It also gives an overview of the evolution of entrepreneurship over time and in a European comparative perspective. The document also reports on residents' well-being and entrepreneurs' immigration background.</p> <p>In 2017 STATEC have conducted a new wave of data collection. The GEM database comprises a National Expert Survey (NES) and an Adult Population Survey (APS). The field work improved on several aspects compared to previous years. STATEC increased the choice of languages for respondents, to better reflect the use of languages and economic activities in Luxembourg, and conducted a pilot study on cross-borders workers, by administering 180 additional interviews.</p> <p>The activities in 2017 also saw an increase in the cooperation with the GEM framework, with the participation at the general GEM meeting, and at the Scientific Board meeting held in London in June. STATEC has also furthered research on the individual traits of entrepreneurs, with the aim of placing Luxembourg results in an international perspective.</p>
3	LuxKLEMS	<p><b>LuxKLEMS</b> provides productivity indices for Luxembourg at the national and at the industry level. These indices constitute key indicators of economic performance to evaluate Luxembourg's international position and the evolution of productivity in key industries. Following an overhaul of the National Accounting framework, the team has completed a crucial update of the LuxKLEMS dataset. The datasets provide a description of Luxembourg's economy. As a result, productivity indices at industry and national level are available. An article prepared for the Bilan de la Compétitivité in 2017 describes the evolution of productivity (labour productivity and total factor productivity) and labour costs in key industries, including the financial and service industries.</p>
4	Macroeconomic studies	<p>A new project to study Luxembourg's economic cycle from a macroeconomic perspective has started and first results were presented at STATEC's Scientific Council. This projects aims to design <b>new methods to compute the output gap</b>, the key variable to assess European countries fiscal stances. Its final goal is producing gap estimates that are more in line with macroeconomic developments and are less subject to revisions.</p>

N°	Objectif	Evaluation
		The team also contributes to the Output Gap Working Group set up by the European Commission. In this context, it provides <b>output gap and potential output estimates for Luxembourg</b> to STATEC and the Ministry of Finance. The estimates are produced using a version of the production function methodology adopted by the EU Commission to assess member states' fiscal policies. This method has been adapted to better reflect certain characteristics of the Luxembourg economy. A proposal to integrate a <b>country specificity</b> on the explicit modelling of cross-border workers in the common EU methodology was submitted to the Commission and accepted for further analysis.
5	Trade and productivity	A stream of research investigates the productivity implications of the trade activities of Luxembourg's firms. This research, co-financed by the FNR through two AFR schemes, has resulted in a peer-review publication and several research papers. The project <b>Labour market frictions in a small open economy – the case of Luxembourg</b> , on the local labour market consequences of globalisation, has been concluded, and a final report has been transmitted to the FNR. Results from this research have been presented at the seminar series of STATEC and to STATEC's Scientific Council. In addition, a summary of results has appeared in the 2017 edition of the <i>Bilan de la Compétitivité</i> .
6	Survey methodology: mixed modes	The research team is developing a new stream of methodological research on issues in the analysis of survey data. This research is important because national statistical offices face increasing pressure related to over-surveying the population and to high survey costs. Resorting to alternative ways of administering surveys (i.e. alternative modes), such as web surveys, is part of the strategy to cope with such challenges. These alternatives could also help provide timely data, as lack of timeliness is a typical problem with survey data. Two research articles have appeared in peer-reviewed journals. New data to compare the effects associated to the use of different survey tools has been collected.
7	Well-being and economic outcomes	The goal of this research is to study the impact of people's well-being and working conditions on economic outcomes. Results from the research on the link between productivity and well-being were presented at various international conferences and at the meeting of STATEC's Scientific Council.  In addition, several studies on well-being have found outlets in highly reputable scientific journals.

### 5.1.2 Évaluation des travaux courants de la division RED

N°	Libellé	Evaluation
1	OECD Multiprod and Dynemp	RED participated in a new wave of Dynemp data collection. Data have been processed and transmitted to the OECD.
2	SME scoreboard	The data collection and the draft of the chapter for Luxembourg have been completed in September 2017. The new OECD scoreboard will be released in spring 2018.

N°	Libellé	Evaluation
3	Output Gap WG	The team has produced output and gap figures for Luxembourg's economy according to various methodologies, analysis and notes as requested.
4	Scientific Council	This meeting has been well organised, everything went smoothly.
5	Bilan de la Compétitivité	These documents have been written within the deadlines, then published.

### 5.1.3 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Productivity and competitiveness in Luxembourg	Perspectives de Politique Économique	C.H. DiMaria
International Trade and Labour Demand in Luxembourg	Perspectives de Politique Économique	C. Xi
Global Entrepreneurship Monitor: GEM Luxembourg 2016/2017		C. Peroni, C.A.F. Riillo and B. Rodrigues
PIBien-être: The report		L. Fumarco, C. Peroni and F. Sarracino
Disability Discrimination in the Italian Rental Housing Market. A Field Experiment on Blind Tenants	Land Economics	L. Fumarco
Commentary: "How Much is that Player in the Window? The One with the Early Birthday?" Relative Age Influences the Value of the Best Soccer Players, but Not the Best Business people	Frontiers in Psychology	L. Fumarco and B. G. Gibbs
Export Destination Characteristics and Markups: The Role of Country Size	Economica	U. Kilinc
When does economic growth improve life satisfaction? Multi-level analysis of the roles of social trust and income inequality in 46 countries, 1981-2012	World Development	M. Mikucka, F. Sarracino and Joshua K. Dubrow
Bias and efficiency loss in regression estimates due to duplicated observations: a Monte Carlo simulation	Survey Research Methods	F. Sarracino and M. Mikucka
Comparability of web and telephone surveys for the measurement of subjective well-being	Survey Research Methods	F. Sarracino, C.F.A. Riillo and M. Mikucka
Online networks and subjective well-being	Kyklos	F. Sabatini and F. Sarracino

Nom de la publication	Série	Auteurs
Do people care about future generations? Derived preferences from happiness data	Ecological Economics	S. Bartolini and F. Sarracino
The relative age effect reversal among the National Hockey League elite.	PLoS ONE	L. Fumarco, B.G. Gibbs, J.A. Jarvis and G. Rossi
Diffusion vs. Knowledge Protection When Participating in ICT Standardization	Corporate and Global Standardization Initiatives in Contemporary Society	C.A.F. Riillo and I. Mijatovic
Who Would like to Develop ICT Standards?: Insights from Community Survey on ICT usage	Corporate and Global Standardization Initiatives in Contemporary Society	C.A.F. Riillo
Ethnic discrimination in hiring, labour market tightness and the business cycle - evidence from field experiments	Applied Economics	L. Fumarco, D.O. Rooth and M. Carlsoon
Is Standardization Improving Innovation and Firm Performance? A Quantitative Analysis	EURAS Proceedings 2017	C.A.F. Riillo

## 6. Division SG – Services généraux

### 6.1 Bilan de l'année 2017

#### 6.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

Rien à signaler

##### 6.1.1.1 SG1 Communication

N°	Libellé	Evaluation
1	Rebranding	<p>Dans la perspective de moderniser la communication du STATEC, de donner une image plus positive et d'augmenter le taux de réponse aux enquêtes, plusieurs <b>agences</b> de communication ont été reçues. Le choix s'est porté sur la <b>Medienfabrik (Mefa)</b>. Lors d'un 1<sup>er</sup> <b>workshop</b> interactif qui a eu lieu le 27 mars 2017, les valeurs, la mission, la vision et le <b>positionnement du STATEC</b> ont été définis en concertation avec les chefs de division et d'unité. Suite à ce workshop, <b>une nouvelle charte graphique et un nouveau logo</b> ont été élaborés par la Medienfabrik.</p>
2	Refonte publications	<p>Objectifs de cette refonte: diffuser des publications plus synthétiques et plus faciles à lire pour le grand public. Rendre les documents visuellement plus alléchants.</p> <p>Un <b>vademecum</b> a été rédigé par SG1 dans le but de rédiger des publications qui attirent l'attention. Afin de répondre aux questions des auteurs du STATEC, 5 <b>formations internes</b> ont été organisées. Les formateurs ont expliqué que le but n'était pas de rédiger dans un style sensationnaliste, mais de rédiger clairement, afin que les lecteurs saisissent de quoi on parle. Une partie du vademecum respectivement de la formation traitait également des règles à respecter si on utilise des tableaux et graphiques.</p> <p>À l'avenir, la situation idéale est la suivante: avant de rédiger un article ou une publication, l'auteur consulte SG1 afin de définir ensemble la structure et les messages.</p> <p>Dans ce contexte, signalons que la <b>communication visuelle</b> jouera un rôle beaucoup plus important. Depuis le second semestre 2017, des infographies ont été intégrées dans la série Regards. But: résumer d'une façon visuelle les faits marquants et messages principaux.</p> <p>Depuis 2018, SG1 travaille avec 2 <b>infographistes</b> sachant que les infographies seront intégrées petit à petit dans tous les formats de publications que le STATEC propose. À terme, nous envisageons de réaliser une grosse partie de la création visuelle en interne.</p>

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

La nouvelle charte graphique ainsi que le logo seront insérés dans les publications à partir du deuxième trimestre 2018.

- **Refonte de la NDC.** Un des objectifs consistait à se limiter à l'essentiel lors de la rédaction des textes. En plus, les différentes parties sont plus compréhensibles et plus claires, car il existe désormais un lien direct entre le texte et le graphique/tableau sur la même page.

La mise en page a été déléguée entièrement à une agence, ce qui donne un aspect plus professionnel à la publication, obligeant les auteurs tout comme l'unité SG1 à travailler dans des délais plus serrés. Le bilan suite à la parution du premier numéro dans la nouvelle mouture a été globalement positif.

- **Luxembourg en chiffres:** Le document de référence du STATEC qui jouit d'un degré de reconnaissance très élevé. Cette publication sera valorisée davantage: design plus dynamique, des infographies, des tableaux plus parlants. À partir de 2018, cette publication subira une refonte plus approfondie. Il est prévu de partager la tâche en ce qui consiste le design et la forme: une agence et un infographiste freelance.

- **Refonte du rapport d'activité grand public.** À l'époque, ce rapport était un copié-collé du document envoyé au Ministère de l'Économie. Nous avons adopté une autre démarche: faire en sorte que le rapport d'activité grand public fasse le point d'une façon sommaire sur les activités et travaux du STATEC. Le design et le style de rédaction ont par conséquent été adaptés au public cible. À l'arrivée, un rapport dans un style plus magazine.

Point de vue fond et forme, cette publication suit une autre logique que les autres. En 2018, cette publication subira une refonte plus poussée, concernant notamment le style de rédaction. On donnera une importance beaucoup plus grande aux agents du STATEC.

- **Livre de Gérard Trausch:** histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg 1815-2015. Le but était de publier ce livre volumineux dans le courant de 2017. SG1 a relu le texte de 400 pages et s'est occupé également des éléments visuels tout comme de la couverture. L'auteur était très satisfait du travail réalisé et du résultat à la clé. 200 exemplaires ont été imprimés.

3 Nouvelle App du STATEC

**Développement d'une application mobile du STATEC**

Une application mobile a été développée pour présenter des indicateurs et des tableaux statistiques. Plus de 500 installations sont actives depuis septembre 2017.

N°	Libellé	Evaluation
4	Événements	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="528 241 1396 891"> <p>• Organisation d'un événement le <b>vendredi 2 juin 2017</b> à l'heure de midi à l'Abbaye de Neumünster, intitulé « <b>Une croissance risquée: pourquoi le Luxembourg s'en tire mieux que la zone euro. Conférence-débat sur la conjoncture et les perspectives économiques</b> ».</p> <p>Au programme: une présentation de la situation conjoncturelle et de prévisions suite à la publication de la note de conjoncture (NDC) 1-2017 du STATEC, une conférence en anglais intitulée "Macroeconomic impact of uncertainty in the euro area" par deux économistes à la Commission européenne et une table-ronde sur la conjoncture et les perspectives économiques avec Franz Fayot (député LSAP), Yves Kuhn (CIO BIL), Patrick Wies (Partner KPMG) et Serge Allegrezza (directeur STATEC). Animation par Thierry Raizer, rédacteur en chef de Paperjam. L'objectif, qui était de décliner l'un des sujets de la NDC en un événement organisé dans un lieu autre que la Chambre de Commerce et touchant un public plus large, a été atteint. En effet, bien que l'événement ait été organisé juste avant le congé de Pentecôte, entre 80 et 100 participants ont assisté à l'événement. Les échos dans la presse ont également été bons.</p> </li> <li data-bbox="528 902 1396 1216"> <p>• <b>Conférence « Pourquoi tant de statistique ? » par Prof. Dr. Olivier Rey</b> (auteur du livre « Quand le monde s'est fait nombre », Université Paris 1) &amp; <b>Table ronde « La statistique à l'ère de la post-vérité »</b> avec Joëlle Elvinger (DP), Fernand Weides (Conseil supérieur de la statistique), Philippe Van Kerm (LISER) et Philippe Bautier (Eurostat), le vendredi 20 octobre 2017 à l'heure de midi au Cercle-Cité à Luxembourg. Animation par Nico Weydert (Société Luxembourgeoise de Statistique). La salle était comble et les échos dans la presse ont été bons.</p> </li> <li data-bbox="528 1238 1396 1912"> <p>• Stand du STATEC à la <b>Foire de l'étudiant</b> à Luxexpo les <b>9 et 10 novembre 2017</b>. Les objectifs de la foire: renseigner sur les carrières au STATEC, informer sur nos activités et de donner une image positive, moderne et dynamique de notre administration. Pour atteindre cet objectif, plusieurs mesures ont été prises: tout d'abord, un <b>quiz sur les activités des jeunes résidents</b> a été organisé, avec des questions basées sur le Regards 15-2017 de Lucile Bodson. En adéquation avec le <b>thème de la foire "Go digital !"</b>, chaque heure, les participants avaient l'occasion de remporter un <b>Power bank</b> avec le logo du STATEC et tous les participants ont obtenu une clé USB du STATEC, ce qui a permis de dynamiser le stand, susciter l'intérêt des passants et attirer beaucoup de monde. En effet, sur les 2 jours, près de 200 personnes ont participé au quiz et 36 personnes se sont inscrites à la newsletter. Les intéressés pouvaient scanner un QR Code et ensuite répondre au quiz sur leur smartphones ou à défaut, sur notre ordinateur ou tablette. Une animation Powerpoint projetée sur écran a promu le quiz et permis d'annoncer les noms de gagnants. Un flyer a été distribué à l'entrée de la foire pour informer les visiteurs sur notre quiz et les diriger vers notre stand.</p> </li> </ul>

N°	Libellé	Evaluation
		<p>Un photographe professionnel est venu prendre des photos que nous pourrions utiliser pour documenter cette action.</p> <p>Ensuite, c'était aussi une occasion de montrer la diversité de nos agents tant au niveau des profils qu'au niveau des âges et des nationalités. Nous avons donc fait appel à des agents de toutes les unités du STATEC pour nous aider à renseigner sur les différents types de carrière. 20 personnes ont été présentes (5 par plage horaire). Le métier d'informaticien a notamment suscité beaucoup d'intérêt. Beaucoup de questions concernaient également le bureau du personnel.</p> <p>Suite à la foire, un debriefing a été organisé. Tous les participants ont été d'accord que les objectifs ont été atteints et que le stand a été beaucoup plus dynamique que les années précédentes.</p> <p>Suggestions pour l'année prochaine: organiser des réunions d'information avant la foire, prévoir une activité ludique et une vidéo pour sensibiliser les jeunes à la statistique et illustrer l'utilité des statistiques dans la vie quotidienne, et mieux expliquer ce que fait le STATEC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stand aux <b>Walfer Bicherdeeg</b> les <b>18 et 19 novembre 2017</b>. Objectif: promouvoir nos publications et renseigner sur les activités du STATEC. Une trentaine de publications ont été vendues. Un quiz a également été organisé, permettant de remporter le livre de G. Trausch « Histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg 1815-2015 ».</li> </ul>

### 6.1.1.2 SG2 Informatique

N°	Libellé	Evaluation
1	Développement d'une plateforme d'échange de données pour le système de production des comptes nationaux	Une plateforme d'échange de données a été conçue et développée dans le cadre de la refonte du système de production des comptes nationaux. Des réunions d'information ont été organisées pour les futurs utilisateurs.
2	Informatisation des demandes d'accès au système d'information du STATEC dans le cadre du Framework européen de sécurité informatique	Le projet de mise en place d'une plateforme de formulaires électroniques de demandes d'accès a été lancé dans le but de remplacer les demandes sur papier. Les demandes sont signées électroniquement et la plateforme met à disposition un suivi du statut des demandes. La collection des données permet à terme d'avoir une traçabilité sur les accès accordés.

N°	Libellé	Evaluation
3	Production de procédures de sécurité afin d'augmenter le niveau de conformité du STATEC par rapport aux exigences du Framework européen de sécurité informatique	Quinze procédures de sécurité informatique ont été rédigées afin d'augmenter le niveau de conformité du STATEC par rapport aux exigences du Framework de sécurité d'Eurostat (ESS IT Security Framework). Cette exigence doit être remplie afin de pouvoir participer aux projets mettant en œuvre des échanges de micro-données confidentielles entre les États membres de l'Union européenne. Le niveau de conformité a ainsi progressé durant l'année 2017 mais les travaux devront encore se poursuivre en 2018 et 2019 afin d'atteindre le niveau exigé par Eurostat.
4	Augmentation de la sécurité pour la gestion des processus des enquêtes	Dans le cadre du renforcement de la sécurité et de la mise en place de bonnes pratiques, la sécurité de la gestion des processus des enquêtes électroniques a été renforcée.
5	Automatisation de l'enquête « Technologie de l'Information et Communication (TIC) »	L'enquête TIC (Technologies de l'Information et de Communication) a été entièrement automatisée sur base des standards informatiques internes de collecte.
6	Automatisation de l'enquête « Coût de la Main d'Œuvre (CMO) »	L'enquête CMO (Coût de la Main d'Œuvre) a été entièrement automatisée sur base des standards informatiques internes de collecte.
7	Nouveau reporting financier pour les données de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)	Le nouveau reporting envoyé par la CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier) a été intégré dans le système d'information actuel. De plus, la méthode de dépôt des données a été revue et simplifiée.
8	Développement de nouveaux programmes pour l'indice des prix à la consommation et les données de passage en caisse	L'intégration des données de passage en caisse dans le système d'information de l'IPC (Indice des Prix à la Consommation) a nécessité de nombreux développements durant l'année 2017. La nouvelle méthodologie de calcul sera mise en production lors du calcul de l'indice du mois de janvier 2018.
9	Mise en place d'un nouvel environnement de reporting pour la Centrale des Bilans (CDB)	Dans un souci de performance, l'environnement de reporting dédié à la Centrale des Bilans doit être révisé. Les nouveaux développements se font de manière itérative, et doivent encore être testés et validés par l'équipe métier.

N°	Libellé	Evaluation
10	Refonte de l'application de gestion de l'enquête « Transport Routier de Marchandises (TRM) »	Afin d'uniformiser les technologies utilisées, l'ancien outil d'encodage de formulaires est progressivement retiré du système d'information du STATEC. De ce fait, l'enquête TRM (Transport Routier de Marchandises), a fait l'objet d'une réécriture en 2017. Cette enquête est actuellement basée sur une collecte papier, mais vise pour 2018 une collecte électronique auprès de certains transporteurs.
11	Automatisation de l'enquête « Caractéristiques des Maisons (ECM) »	L'enquête ECM (Enquête sur les Caractéristiques des Maisons) a été entièrement automatisée sur base des standards informatiques internes de collecte.
12	Simplification des procédures de maintenance des applications développées au STATEC	Afin de faciliter la maintenance des anciennes applications développées en interne, celles-ci ont été migrées vers un nouvel environnement de développement.
13	Développement d'une application pour le calcul des statistiques mensuelles de l'activité économique dans l'industrie et la construction	Pour automatiser la production des statistiques mensuelles de l'activité économique dans l'industrie et la construction, une nouvelle application de gestion des données a été développée.
14	Développement d'une application pour l'enquête « Community Innovation Survey (CIS) »	Une application a été développée permettant la gestion de l'enquête CIS (Community Innovation Survey). Celle-ci remplace un ancien développement qui n'était plus supporté.
15	Standardisation des processus de saisie de formulaires papier	Afin d'uniformiser les processus et technologies, toutes les saisies des formulaires papier qui étaient réalisées avec un outil plus ancien sont progressivement migrées vers les nouveaux standards internes. Cette migration se terminera courant 2018.
16	Adaptation de l'application de gestion de l'horaire mobile des agents du STATEC (HMS)	L'application de gestion de l'horaire mobile des agents du STATEC a été adaptée aux nouvelles législations en vigueur.
17	Développement d'une application mobile du STATEC	Une application mobile a été développée pour présenter des indicateurs et des tableaux statistiques. Plus de 500 installations sont actives depuis septembre 2017.
18	Mise à jour de l'application de collecte des échanges intra-communautaires de marchandises	Pour permettre aux redevables de déclarer les échanges intra-communautaires de marchandises dans le système Intrastat, l'application de collecte électronique a été adaptée aux standards 2018.

N°	Libellé	Evaluation
19	Développement de systèmes de diffusion vers le public pour la Centrale des Bilans (CDB)	De nombreux développements ont été engagés afin de préparer la mise à disposition vers le grand public des données de la Centrale des Bilans (données comptables déposées par les sociétés). Certains développements seront poursuivis durant l'année 2018.
20	Changement de la base de données décisionnelle du STATEC	Dans un souci de réduction des coûts, la base de données décisionnelle commerciale utilisée au STATEC a été remplacée par un produit open-source.
21	Migration des serveurs de bases de données applicatives	Les serveurs de bases de données applicatives ont été modernisés et harmonisés au niveau des versions. La sécurité a été renforcée lors de cette opération.
22	Mise en place d'un système pour les archives du STATEC	Un serveur dédié a été installé afin de pouvoir stocker l'ensemble des documents et des programmes à archiver. Cet espace est maintenant séparé du serveur de fichiers principal.
23	Réorganisation de la salle machines	La salle machines a été réorganisée et mise en conformité par rapport aux recommandations de sécurité.
24	Programmation d'un nouveau reporting sur la base de données de l'Emploi: Données géographiques	L'intégration de nouvelles informations dans la base de données de l'Emploi a nécessité des travaux de reprogrammation. Un nouveau reporting intégrant des données géolocalisées à 3 niveaux a été mis à disposition des utilisateurs.

### 6.1.1.3 SG5 Centre de documentation

N°	Libellé	Evaluation
1	Qualité: Plan d'action issu de la Peer Review (PR) réalisée en 2015 au niveau du Système Statistique Européen	Travaux de suivi et mise en œuvre des actions d'amélioration en réponse aux recommandations formulées par les examinateurs externes menant la PR (12 recommandations, auxquelles sont liées 16 actions d'améliorations à entreprendre) dans le cadre de la politique de qualité du STATEC.
2	Cedes: Projet STATEC/BnL: Numérisation et mise en ligne des publications du STATEC (et de ses prédécesseurs)	Ensemble avec la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL), le STATEC continue son projet de numérisation des publications éditées par le STATEC et ses prédécesseurs.
3	Grande Région: INTERREG V A GR	Le STATEC participe au Projet INTERREG Grande Région « Schéma de Développement Territorial Grande Région » en tant que partenaire méthodologique.

## 6.1.2 Bilan des travaux courants

### 6.1.2.1 SG1 Communication

N°	Libellé	Evaluation
1	Publications du STATEC	Relecture, mise en page et diffusion en ligne (portail, newsletter et réseaux sociaux) ainsi qu'en version imprimée pour certaines publications.
2	Conférences de presse	Des conférences de presse ont été organisées pour toute publication importante: La note de conjoncture, le rapport Travail et Cohésion Sociale, le PIBien-être etc. Les sujets ont trouvé des échos importants dans la presse suite à ces conférences.
3	Gestion des données économiques et financières (standard SDDS du FMI)	Publication des données SDDS dans les délais imposés. Préparation en cours pour l'adhésion à SDDS+.

### 6.1.2.2 SG2 Informatique

N°	Libellé	Evaluation
1	Installation, maintenance et supervision des systèmes et du réseau	<ul style="list-style-type: none"><li>- Les systèmes informatiques sont mis à disposition en respectant les délais dans la très grande majorité des cas;</li><li>- les mises à jour des logiciels et des systèmes sont réalisées manuellement ou automatiquement afin d'assurer la sécurité du système d'information;</li><li>- les appareils en dysfonctionnement sont réparés dans des délais courts, la mise à jour des certificats est faite dans les délais;</li><li>- la supervision et la centralisation des journaux des systèmes est faite en continu;</li><li>- l'espace de stockage est monitoré en continu;</li><li>- l'installation, la configuration et la supervision des dispositifs réseau sont réalisées dans les délais demandés.</li></ul>
2	Administration des bases de données	<p>L'administration des bases de données est assurée avec la réalisation d'opérations de maintenance et d'automatisation:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les requêtes ont été optimisées;</li><li>- les changements de structure ont été testés puis mis en production à chaque nouveau besoin;</li><li>- la réplication est mise en place;</li><li>- une automatisation de certaines tâches récurrentes a été développée et déployée;</li><li>- les serveurs ont été mis à jour;</li><li>- une analyse constante des besoins des développeurs et utilisateurs a été instaurée afin d'améliorer nos procédures et politiques.</li></ul> <p>Néanmoins la partie optimisation des bases de données n'a pu être traitée cette année par manque de ressources, ce qui augmente les risques de lenteurs en 2018.</p>

N°	Libellé	Evaluation
3	Gestion des quotas, des sauvegardes et de l'archivage	<p>La gestion de l'espace (quotas) sur les serveurs de fichiers est effectuée à chaque expression du besoin d'un utilisateur. Cette gestion peut aboutir à de l'archivage des données.</p> <p>Le bon fonctionnement des sauvegardes est contrôlé quotidiennement. Ainsi, plusieurs problèmes du système de sauvegarde ont été résolus durant l'année 2017. La restauration de fichiers et l'archivage de données ont été faits à chaque demande utilisateur.</p>
4	Gestion du matériel informatique du STATEC	Un inventaire est maintenu à jour pour tout le matériel informatique. La gestion des consommables informatiques est faite en continu (cartouches, étiquettes, CD, DVD, etc.).
5	Installation et mise à disposition du matériel informatique pour les utilisateurs	À chaque besoin utilisateur, l'installation des systèmes d'exploitation, des licences, des certificats et des applications est réalisée sur les postes utilisateurs (tablettes, ordinateurs, laptop).
6	Gestion des licences	Un inventaire des licences est maintenu à jour. La gestion des licences est assurée de la façon la plus rigoureuse possible.
7	Helpdesk (gestion du système de ticketing)	<p>L'unité informatique gère le support aux utilisateurs avec une plateforme électronique de gestion de tickets. Un helpdesk de premier et de second niveau est opérationnel.</p> <p>Un support ponctuel est apporté au Conseil Économique et Social.</p>
8	Gestion des demandes d'accès informatiques et mise en place des droits d'accès	<p>Pour chaque demande d'accès au système d'information du STATEC, l'unité informatique vérifie la légitimité et la conformité de la demande et procède alors aux opérations d'installation et de déclaration.</p> <p>Des contrôles et des mises à jour sont exécutés quotidiennement sur le système d'annuaire.</p> <p>Les droits d'accès et les groupes de sécurité sur les applications sont mis à jour lors du changement d'affectation d'un utilisateur.</p>
9	Maintenance des applications Web	Les applications et les systèmes exposés sur Internet sont contrôlés de manière très régulière. Des opérations de maintenance sont aussi réalisées.
10	Gestion des applications du CTIE	Toutes les demandes relatives à l'antivirus, aux comptes utilisateurs et aux adresses mail ont été traitées.
11	Supervision des processus automatisés	Quotidiennement, l'unité informatique vérifie la bonne exécution des tâches planifiées, les relance et les corrige en cas d'erreur.
12	Gestion des importations et des exportations des données	Pour chaque importation/exportation de données demandée par un utilisateur, l'unité informatique vérifie la validité de la demande auprès du responsable de l'utilisateur (chef de division ou d'unité) puis effectue l'opération.
13	Gestion du site de secours	Pour s'assurer d'une reprise rapide en cas d'incident sur le site principal, un site de secours est utilisé. La mise en place et le contrôle de procédures de répliquions sont effectués.
14	Gestion des bâtiments et des salles de formations	L'unité informatique a assuré la gestion des salles machines et a aussi veillé à la préparation des salles de formation en cas de besoin.

N°	Libellé	Evaluation
15	Gestion Horaire Mobile du STATEC	Plusieurs agents de l'unité informatique ont assuré une aide ponctuelle ou régulière pour la gestion de l'horaire mobile du STATEC.
16	Gestion du budget informatique	La gestion du budget informatique a été assurée conjointement par l'unité informatique et l'unité budget du STATEC.
17	Gestion des projets informatiques	La gestion des projets a été assurée par l'unité informatique.
18	Corrections et maintenances évolutives sur toutes les applications internes du STATEC	Les processus de collecte et de traitement de données évoluent au cours du temps, nécessitant le développement de nouveaux modules ou la réalisation d'adaptations. Dans ce cadre, l'unité informatique a réalisé des développements sur plus de 25 applications.
19	Corrections et maintenances évolutives sur tous les flux de données	Les processus de traitement de données évoluent au cours de l'année. Des adaptations ou corrections doivent être réalisées. Dans ce cadre, l'unité informatique a réalisé des développements sur plus de 15 projets.
20	Veille technologique	Des recherches et analyses sont régulièrement réalisées en vue de s'informer sur les dernières technologies. L'objectif est d'innover et d'améliorer les systèmes existants ou les futurs projets. Ces recherches entraînent parfois des tests et ébauches de développements (ex: web scraping).
21	Maintenance du portail de la Grande-Région	Les logiciels utilisés pour le portail de la Grande-Région ont été mis à jour après chaque sortie de version majeure ou patch de sécurité. Quelques bugs ont été identifiés et corrigés si possible. Un bug était particulièrement difficile à identifier et a été signalé aux développeurs du système de gestion de contenu utilisé pour le portail.
22	Maintenance du portail pour les enquêtes électroniques	De nombreux bugs ont été corrigés et diverses améliorations devraient faciliter l'usage du portail des enquêtes. À chaque nouvelle sortie d'un patch de sécurité, les serveurs web du portail et des services web ont été mis à jour.
23	Helpdesk pour les enquêtes électroniques	Une assistance auprès du public a été assurée par l'unité informatique pour certaines enquêtes électroniques.
24	Vérification de la qualité des données	Les données en provenance de différentes sources sont traitées et validées quotidiennement, comme par exemple les données VIES et Intra-tat.
25	Gestion des téléphones fixes et portables	La gestion courante des téléphones fixes et portables a été effectuée tout au long de l'année (demandes au CTIE, configuration, dépannage, déménagement des téléphones et mise en place des déviations téléphoniques).
26	Révision de la sécurité	Tout au long de l'année, des opérations de révision de la sécurité ont été menées. De plus, un suivi des incidents de sécurité a été assuré. Néanmoins, des tests supplémentaires initialement prévus n'ont pu être menés par manque de ressources.

N°	Libellé	Evaluation
27	Encadrement des intervenants externes rattaché à l'informatique	Pour chaque prestation d'un intervenant externe, il est nécessaire de l'encadrer et de vérifier que les bonnes pratiques informatiques sont respectées (documentation, type de programmation, etc.). Néanmoins, par manque de temps pour se former sur certains outils utilisés par les externes, la reprise de certains développements n'a pas totalement été assurée.
28	Administration du système d'impression	L'unité informatique s'est chargée de l'administration du système d'impression.

### 6.1.2.3 SG3 Personnel et budget

N°	Libellé	Evaluation		
1	Personnel	Effectif en place et à recruter - situation au 31 décembre 2017 (hors NC2018)		
		Total 2017	Femmes 2017	Hommes 2017
	Effectif statut du fonctionnaire	102	46	56
	Effectif statut de l'employé permanent et temporaire	79	41	38
	<b>Total</b>	<b>181*</b>	<b>87</b>	<b>94</b>
	Effectif auxiliaire et externe	32	15	17
	ANEC – Agence de l'Economie de la Connaissance	8	0	8
	<b>TOTAL</b>	<b>221**</b>	<b>102</b>	<b>119</b>

\*181 personnes correspondant à 159,50 postes à tâche complète

L'effectif externe est largement affecté à des études particulières. Le STATEC désire amplifier la recherche économique en collaboration avec l'Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance et l'Observatoire de la compétitivité. Les activités de recherche appliquée du STATEC seront reprises par la nouvelle société STATEC Research asbl à partir du 01.01.2018. Le personnel engagé auprès de l'ANEC dans le cadre de la recherche sera repris aux mêmes termes et conditions par la nouvelle société.

Le STATEC collabore avec:

- le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative en matière de recrutement;
- l'ADEM en matière d'engagement de personnes dans le cadre des mesures d'emploi;
- l'INAP concernant l'actualisation du plan de formation et la réforme de la formation spéciale.

Le STATEC est un organisme formateur à plusieurs niveaux:

- Dans le cadre de l'apprentissage adulte de l'informaticien qualifié, un nouvel apprenti a rejoint le service informatique en automne 2016.
- Au cours de 2017, 12 étudiants ont eu l'occasion de travailler dans les unités du STATEC, leur permettant un regard sur le monde du travail dans le cadre d'un emploi étudiant.
- Quatre élèves ont rejoint le STATEC dans le cadre d'un stage d'observation.
- Un élève a rejoint le STATEC dans le cadre d'un stage d'apprentissage.
- Dans le cadre de la mise en place du processus de Bologne, le STATEC a ouvert la possibilité aux étudiants du cycle supérieur universitaire de faire des stages auprès du STATEC pendant une durée de 2 à 4 mois. Quatre universitaires ont profité de cette opportunité.
- Le dayCARE 2016 a permis au STATEC d'accueillir 5 étudiants pendant une journée afin d'offrir une orientation professionnelle et de présenter les métiers de la statistique.

### Gestion du personnel et du STATEC

Le STATEC soutient une culture administrative mettant l'accent sur la personnalité, la compétence, l'engagement et la critique constructive. Le STATEC entend développer la communication, le dialogue et l'écoute dans un climat de respect mutuel. Le STATEC s'engage à accroître le savoir, le savoir-faire et le savoir-être en conciliant la performance et le bien-être au travail. Le STATEC favorise l'émergence des idées innovatrices, l'autonomie, la responsabilité individuelle et le travail en équipe.

N°	Libellé	Evaluation
2	Budget des recettes 2017	La politique de publication privilégie la diffusion gratuite via Internet.
<b>BUDGET DES RECETTES DU STATEC</b>		
Ventes Publications par année budgétaire (en EUR)		
	Année 2005	29 482
	Année 2010	12 404
	Année 2015	3 919
	Année 2016	600
	Année 2017	318

Cinq nouvelles demandes de participation aux actions d'Eurostat génèrent la continuité des recettes dans les années à venir.

Un contrôle ex-post mené par l'auditeur PwC sur cinq subventions versées par Eurostat entre 2009 et 2013 a eu lieu en 2017. Eurostat a certifié une gestion irréprochable au Statec.

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

Un expert en prix du Statec a réalisé des missions à Haïti, en Guinée et au Koweït pour le compte du Fonds Monétaire International.

BUDGET DES RECETTES DU STATEC	
CONTRATS UE par année budgétaire (en EUR)	
Année 2005	503 789
Année 2010	421 704
Année 2015	217 680
Année 2016	283 962
Année 2017	101 548
CONTRATS FMI - expertise en prix	
Année 2017	39 984

Budget des dépenses 2017

Le tableau suivant renseigne sur l'évolution du budget des dépenses du STATEC. La masse salariale du budget du STATEC de l'année 2017 représente 70%. Le budget statistique a permis d'engager le STATEC sur 122 contrats de services, d'assistance, de recherche, de partenariat, d'entretien, de licence et de maintenance. 18 conventions de collaboration avec des administrations, des instituts de recherche, des universités, des associations et cercles d'étudiants ont été signées.

BUDGET DES DEPENSES DU STATEC		
	budget annuel (en milliers EUR)	augmentation en %
Année 1970	553,6	
Année 1980	1 500,6	171,06
Année 1990	2 970,1	97,93
Année 2000	6 693,2	125,35
Année 2010	16 557,0	147,37
Année 2015	20 712,4	25,09
Année 2016	21 436,8	3,50
Année 2017	22 707,2	5,92
Année 2018	24 281,4	6,93

#### 6.1.2.4 SG5 Centre de documentation

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

- |   |   |   |
|---|---|---|
| 1 | Périodiques scientifiques entrant à la bibliothèque du STATEC             | Mise à jour des périodiques et saisie des sommaires des périodiques avec publication instantanée sur Intranet. Cette tâche est accompagnée par la gestion des abonnements (contrôles des livraisons et des factures) et la gestion des prêts. Cette opération a été accomplie.  |
| 2 | Catalogage systématique du fonds de la bibliothèque du STATEC dans Aleph. | Il s'agit d'une part d'enregistrer dans le système du réseau géré par la Bibliothèque nationale de Luxembourg les publications stockées à la bibliothèque du STATEC et d'autre part, dans le cadre du projet de numérisation BnL/STATEC, du catalogage des publications éditées par le STATEC et ses prédécesseurs. L'engagement d'une experte en matière d'Aleph a permis d'avancer dans ce domaine. |

- |          |   |   |
|----------|---|---|
| <b>3</b> | Mise à jour de la publication « Repères bibliographiques concernant l'évolution économique et sociale au Luxembourg » | Il s'agit de la mise à jour des « Repères bibliographiques concernant l'évolution économique et sociale au Luxembourg » en vue d'une mise en ligne sur le Portail des statistiques. Ces travaux n'ont pas pu avancer en raison d'autres impératifs.   |
| <b>4</b> | Réalisation d'un « Bulletin bibliographique du STATEC »   | Le « Bulletin bibliographique du STATEC » avec les nouvelles acquisitions a été posté sur Intranet.   |
| <b>5</b> | Prises de contact avec la Banque européenne d'investissement, la Cour des comptes européenne, etc.                    | La prise de contact avec d'autres bibliothèques en vue d'élargir les accès et d'échanger des bonnes pratiques n'a pas eu lieu par manque de temps.  |
| <b>6</b> | Grande Région (GR): Coordination des travaux liés aux activités du Groupe de travail Statistiques Grande Région       | Des publications grand public concernant la GR sont diffusées sur le Portail des statistiques de la GR. Des réunions avec les délégués des offices statistiques de la GR sont régulièrement organisées. D'autres tâches consistent dans la maintenance et la mise à jour du contenu du Portail. Chaque année une réunion des directeurs des offices statistiques de la GR a lieu. |

### 6.1.2.5 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Population	Dernières nouvelles (Grande Région)	Groupe de travail « Statistiques Grande Région »
Commerce extérieur	Dernières nouvelles (Grande Région)	Groupe de travail « Statistiques Grande Région »
Conjoncture dans la Grande Région	Conjoncture trimestrielle (4 fois par an)	Groupe de travail « Statistiques Grande Région » et services conjoncture des offices statistiques de la GR